

Outils d'évaluation des objectifs sociétaux accomplis par les projets de Monnaies Complémentaires



Quels objectifs pour quels indicateurs à construire ?

Apport des perspectives des mouvements de développement soutenable et de transition écologique

Jury :

Promoteur :

Sybille MERTENS DE WILMARS

Lecteurs :

Michel MAREE

Olivier JERUSALMY

Mémoire présenté par

Alexandre LIESENBORGHS

En vue de l'obtention du diplôme de

Master en sciences de gestion orientation
management des entreprises sociales

Année académique 2011 / 2012



Je tiens à remercier particulièrement ceux et celles qui ont permis à ce mémoire de finalement arriver à son terme ;

Ma promotrice qui n'a jamais douté du résultat : Madame Sybille Mertens de Wilmars ;

Mes lecteurs, garant de la scientificité de ce mémoire : Olivier Jerusalmy et Michel Marée ;

Les experts, conseillers et amis dans le projet : Antoine Attout, Eric Dewaelle, Thadée Dubois, la Librairie Entre-Temps et Christian Jonet ;

Les porteurs de projets de monnaie rencontrés : Véronique Deschaepmeester, Laurent Dombret, Jean-Marc Flament, Jacques Liesenborghs, Michel Lecomte et Orlando Sereno.

Executive summary : This thesis has been focused on developing tools for evaluating projects of local currencies of citizen initiatives. To do this, we had to identify the objectives of local currencies in the different perspectives that define the framework of these projects, including sustainable development and the context of cities in transition. Once objectives are defined, group work and interviews with project leaders have contributed to reference a series of headline indicators which can then be included in a multidimensional area. Area that can then finally serve for the evaluation of local currencies projects.

Table des matières

i. Préface	
ii. Introduction	
iii. Glossaire et apports sémantiques	
I. Présentation de quelques concepts relatifs aux monnaies.....	10
A. Définitions complémentaires.....	10
B. Histoire des monnaies complémentaires.....	10
C. Pourquoi des monnaies complémentaires ?.....	11
D. Typologie et caractéristiques.....	12
E. Projet d'économie sociale ?.....	12
II. Les différentes perspectives envisagées.....	13
A. La perspective du Développement Soutenable.....	14
B. La perspective des Villes en Transition.....	17
C. Les autres perspectives.....	21
III. Quels objectifs aux monnaies complémentaires ?.....	22
A. Objectifs traditionnels.....	22
B. Objectifs de développement soutenable.....	26
C. Objectifs des villes en transition.....	31
D. Les autres objectifs.....	36
E. Projets incluant plusieurs perspectives.....	38
F. Classer les objectifs.....	39
IV. Mise en perspective des objectifs et missions sociétales.....	43
A. Compter ce qui n'a pas été compté.....	44
B. Compter ce qui compte vraiment.....	44
C. Compter ce qui n'est pas comptable.....	45
D. Méthodologie adoptée.....	46
V. Construction d'indicateurs de performance	47
A. Identifier et classer les indicateurs.....	47
B. Collecter les données.....	50
C. Conception d'un tableau multidimensionnel.....	52
D. Aller plus loin.....	54
VI. Conclusion.....	56
VII. Bibliographie.....	57
VIII. Tables des annexes.....	59

i. Préface

Comment aborder un sujet qui réponde aux objectifs scientifiques requis pour un fin de master en sciences de gestion, tout en choisissant un sujet qui me passionne, et ce, avec une objectivité et un recul suffisant que pour pouvoir témoigner d'une qualité de travail suffisante ?

Telle a été la question primordiale et dont l'issue a été adaptée à de multiples reprises. Être étudiant en sciences de gestion dans une faculté comme celle d'HEC-ULg, tout en conciliant un parcours militant qui, parfois, transige un peu avec mes choix scolaires ; n'est pas une position toujours facile à concilier.

Mais si le sujet à aborder peut être un sujet qui passionne, là où les coqs se battent, c'est au moment de choisir un angle, une optique de travail qui puisse mettre les conceptions idéologiques et subjectives suffisamment de côté que pour composer un travail objectif et adapté au cadre de travail de ma faculté.

C'est ainsi que le sujet a pu être abordé dans l'approche que vous verrez dans les pages qui vont suivre. Les monnaies complémentaires et les villes en transition, **des sujets** qui me passionnent, des projets sur lesquels je suis actif sur ma ville, des sujets qui militent, mais surtout qui construisent.

Et finalement, **une perspective de travail** intéressante et objective, celle de l'identification d'indicateurs de performances sociales et des points de vues permettant d'identifier les différents objectifs et missions d'un tel projet.

Un challenge important, une approche objective, et qui permet enfin de mêler l'intérêt scientifique à l'intérêt personnel ; en soi, mêler l'utile à l'agréable.

Je vous souhaite une bonne lecture.

ii. *Introduction*

L'Euro, la monnaie unique. L'Euro, face aux grandes monnaies étrangères du Dollar et du Yen. L'Euro, au cours parfois montant, parfois descendant, mais toujours une vision de cette monnaie comme étant la seule et unique que nous avons le droit d'utiliser.

Pourtant, des monnaies autres que l'Euro, nous en utilisons tous les jours ! Vous échangez bien vos euros contre du crédit Proton, les multiples cartes de fidélité de vos magasins préférés, les chèques repas, les chèques-cadeaux... Autant de monnaies, autant d'utilisations différentes.

Mais nos imaginaires ne se permettent pas de les voir comme des monnaies à part entière, parce que les objectifs économiques forgés par nos pensées nous disent que le bien-être de l'Euro est la solution à tous nos problèmes financiers. Mais qui s'est déjà permis de penser qu'une monnaie est aussi la source et la cause de toutes les conséquences induites par notre économie ?

De la manière dont l'argent est créé, par et pour qui elle est créée, de la dette potentielle (mais non obligatoire) qu'elle engendra par sa création. De la manière dont on permet sa circulation entre les utilisateurs et bien sûr comment l'argent perd ou prend de la valeur à travers le temps.

Faites ce petit exercice mental, regardez les différentes monnaies qui sont dans vos portefeuilles et comparez les différentes caractéristiques de chacune. Qui et pour qui elle a été créée, la validité, la perte/gain de valeur, les différentes utilisations possibles... Vous pourrez être surpris des résultats.

« *La monnaie n'est pas l'effet du marché, mais sa condition d'existence* » (Aglietta & Orléan, 2002). Une monnaie en soi, n'est qu'un facilitateur d'échange, utile et nécessaire, mais rien de plus. C'est un intermédiaire entre plusieurs biens sans qui l'échange serait trop difficile à réaliser. Un maraîcher aurait bien du mal à donner 50.000 pommes à un ébéniste pour son nouveau meuble de salon. Et l'ébéniste se trouverait bien embêté d'avoir 50.000 pommes d'un coup aussi. La monnaie permet de faciliter l'échange par cet intermédiaire monétaire et de le reporter dans le temps.

Nous avons cité la fonction principale de la monnaie, celle de facilitateur d'échange. Mais la monnaie revêt trois fonctions traditionnellement définies. En plus de la fonction d'**intermédiaire d'échange**, elle peut prendre la fonction d'**unité de compte** (qui permet donc de donner une valeur chiffrée aux biens et services) et une **fonction de réserve de valeur** ou de thésaurisation (qui permet donc de transférer son pouvoir d'achat dans le temps comme le pourrait un bien revendable comme un bien immobilier). À noter qu'une monnaie peut prendre simultanément plusieurs fonctions, mais peut tout aussi bien n'en prendre qu'une seule. Et bien sûr, certaines de ces fonctions peuvent être prises par d'autres outils, monétarisé ou non.

Si notre imaginaire actuel n'a pas pu se défaire des préjugés qui nous empêchent de voir l'idée potentielle d'autres monnaies, c'est aussi parce que l'actuelle monnaie officielle, l'Euro, a un certain

monopole sur ces trois fonctions. Pourtant, l'euro reste une monnaie fiduciaire, sa valeur n'est donc définie que par la confiance que les citoyens et organisations ont dans cet outil. L'Euro ne représente rien de concret, c'est un bout de papier. Il n'a pas comme les anciennes monnaies, un équivalent en or ou en marchandises fixe. La confiance est ce qui en fait sa crédibilité.

Mais si l'Euro a pu le faire, pourquoi pas d'autres ? « *Les dispositifs de monnaies sociales connaissent actuellement une dynamique d'extension inédite sur le plan historique* » (Blanc, 2009). On dénombre actuellement, et selon les sources, entre 4000 et 6000 monnaies complémentaires existantes de par le monde, et plus ou moins le même nombre encore en gestation (il s'entend qu'il s'agit ici uniquement des outils s'apparentant volontairement aux monnaies officielles dans un but non lucratif, donc en les distinguant des cartes de fidélité et autres chèques, qu'ils soient officiels ou non).

Ces monnaies complémentaires, se veulent servir plusieurs buts, mais dont l'intérêt n'est pas de créer une plus-value financière pour le lanceur du projet. C'est ce qui fait de ces monnaies, des monnaies non lucratives, nous y reviendrons. Les buts servis par ces monnaies sont multiples et dépendent des caractéristiques choisies par les porteurs des différents projets. L'économie locale, surtout en temps de crise, l'orientation des consommateurs vers une plus grande éthique de consommation, la restauration de l'artisanat, la lutte contre les défauts de la monnaie dominante, une meilleure solidarité... Presque autant de buts différents qu'il y a de monnaies en définitive.

Mais est-ce que ces outils servent vraiment les buts qu'ils se veulent servir ? Si les concepteurs ont imaginé certaines caractéristiques plutôt que d'autres, dans l'idée de servir un but plutôt que l'autre, était-ce vraiment le meilleur choix de conception ? Y a t'il moyen de l'améliorer ?

La finalité de ce mémoire n'est pas de faire la loi et de définir quelle monnaie sera la plus efficiente pour tel ou tel but, les dynamiques de chacun sont les seules bonnes et il n'y a pas de nécessité à leur donner des directives de conceptualisation de monnaies. Par contre, ce que ce mémoire aimerait apporter, c'est une réflexion sur les enjeux et les objectifs fixés par les concepteurs des projets de monnaies complémentaires. La question de départ étant de savoir ce qu'il existe comme outils permettant de juger si un projet citoyen de monnaie complémentaire a un potentiel théorique, et un effet effectif par rapport à son objectif de base.

L'objectif de ce mémoire sera donc de construire des indicateurs objectifs et subjectifs, directs et indirects, de suivis des objectifs des projets de monnaies complémentaires. Et la matérialisation d'un tableau de bord qui pourrait être utilisé par les porteurs du projet de monnaie complémentaire tout au long de la vie de la monnaie ciblée.

iii. *Apport sémantique*

Selon les auteurs, les régions, les interprétations et selon les objectifs de chaque groupe, les projets de monnaies complémentaires peuvent avoir beaucoup de différences, et surtout des définitions particulières. Selon les cas, on peut par exemple voir apparaître des noms comme les monnaies complémentaires, sociales, locales, citoyennes, parallèles, solidaires, communautaires...

Nous retiendrons une seule et unique définition et un et un seul terme par souci de commodité. Cette définition générique est un condensé des différentes définitions, tout en n'ayant pas pour objectif de rallier tous les points de vue, mais simplement de se confronter à une seule perspective dans le cadre de ce mémoire. Notons, que l'utilisation d'un terme plutôt que l'autre est souvent en lien avec les objectifs de la monnaie lancée, mais nous ne nous y attarderons pas.

Monnaie complémentaire : *Construction citoyenne et non lucrative d'un espace local articulé autour d'un moyen d'échange monétarisé défini*

Chaque mot ayant son importance, il semble important de s'y arrêter. Le cadre de ce mémoire s'arrête donc aux dynamiques de constructions de monnaies citoyennes (ou associatives). L'idée n'est pas de dénigrer les initiatives entrepreneuriales ou publiques, mais de n'aborder que celles qui proviennent d'une initiative citoyenne ou lancée par des organisations relevant de la société civile et associative, dont les objectifs peuvent être très différents. Il est à noter aussi que cette définition n'exclut pas les projets où le public et les entreprises contribuent au développement de l'initiative ; mais ils ne doivent pas en être les initiateurs principaux au départ.

L'idée du non lucratif s'ajoute à l'idée citoyenne, il ne s'agit donc pas de projets d'intérêt financier individuel. Même si bien entendu, ce genre de projet peut et a même souvent comme objectif d'aider l'économie locale et donc, indirectement, les parties prenantes du projet ; et même, selon les caractéristiques de la monnaie, elle peut générer un surplus monétaire dans la monnaie officielle, mais cet argent ne peut bien entendu servir les intérêts personnels des membres du projet, elle sera alors, la plupart du temps, soit détruite, soit distribuée à d'autres associations.

La construction d'un espace local, car la monnaie, en elle-même, n'est qu'un outil, qui se doit donc de servir un but. Dans le cas des monnaies complémentaires, la visée est la (re)construction d'un espace local, d'un esprit de communauté, d'échanges, d'entraide et/ou de solidarité.

Un espace local qui s'articule autour d'un moyen d'échange monétarisé, c'est-à-dire un moyen d'échange qui a pris la forme d'une monnaie. Comme il aurait pu prendre d'autres formes, comme le troc ou un échange sur base des heures dépensées, comme les systèmes d'échange locaux (SEL).

Spécifique, simplement car une monnaie complémentaire n'en est pas une autre ; Chacune à ses caractéristiques, ses objectifs, c'est ce qui fait la diversité et la complexité de ces projets.

Le concept principal de ce mémoire est maintenant défini, reste la sémantique particulière à définir quand nous parlerons des caractéristiques internes des projets de monnaies complémentaires :

Le **réseau** tout d'abord est défini ici comme l'entité globale du projet. Sous-entendu, tout les membres compris en son sein, les commerçants, mais aussi, les outils et dispositifs liés au projet...

Par **prestataire**, il faut entendre les commerçants et personnes membres du réseau dont l'intérêt de la monnaie complémentaire réside principalement dans la vente de biens et services plutôt que dans leur consommation. Ce sont donc les établissements et personnes physiques qui vendent des biens et services dans une optique commerciale et reconnue par l'état comme tel.

Son corolaire est **l'utilisateur**, le membre du réseau qui est principalement consommateur. Notons bien que certains membres du réseau peuvent évidemment avoir les deux statuts, chaque personne est producteur et consommateur dans sa vie économique, surtout dans un projet de monnaie complémentaire s'il vise à faciliter les échanges entre personnes. La différentiation de ces deux membres est fondamentale puisque les prestataires peuvent avoir d'autres outils à leur disposition que les utilisateurs n'auront pas (outils de publicité, de reconversion en euros...)

S'il y a besoin d'inclure toutes personnes participant au réseau, le nom **d'adhérent** sera préféré.

Enfin, les **dispositifs** des projets de monnaies sont les caractéristiques spécifiques internes des projets de monnaies complémentaires qui en font leurs attributs particuliers. Ils peuvent être monétaires comme un dispositif de fonte ou de conversion, purement techniques comme la matérialisation de la monnaie sous forme de billets où uniquement informatisée, il peut exister aussi des dispositifs de communication, de territorialité, sociaux, éthiques...

I. Présentation de quelques concepts relatifs aux monnaies

Nous avons défini le cadre de définition de ce travail, mais quelques considérations supplémentaires sont peut-être nécessaires afin de bien appréhender le phénomène émergent des monnaies complémentaires et leur foisonnement actuel. Mais le meilleur moyen de comprendre les monnaies complémentaires est d'en appréhender les objectifs spécifiques. Mais cela ne se fera qu'à partir du chapitre III. Ne sera montré ici que quelques concepts supplémentaires relatifs aux monnaies complémentaires.

A. Définitions complémentaires

Une monnaie complémentaire est simplement une monnaie non soutenue par les autorités nationales et qui n'a pas donc pas cours légal et elle est destinée à n'être échangée que dans une zone restreinte. De plus en plus d'initiatives de monnaies émergent dans le monde. Émanant de citoyens, d'associations, d'entreprises, des pouvoirs publics, qu'ils soient locaux ou nationaux. Leurs objectifs sont multiples et diversifiés, mais le constat est le même, créer un système plus utile pour ces acteurs que ne l'est la monnaie actuelle. Mais les initiatives qui nous intéressent ici, selon la définition proposées ne sont pas des monnaies émises dans une logique politique ou lucrative, mais bien dans une logique citoyenne.

« *Les monnaies sociales sont le ferment d'une radicalisation de la démocratie via la restitution d'un pouvoir de contrôle et de définition de la monnaie aux citoyens eux-mêmes.* » (J. Blanc, 2007)

« *Une monnaie locale est une forme positive de consumérisme politique.* » (M. Friedman, 1996)

« *L'organisation des monnaies complémentaires, basée sur des principes radicalement différents de la monnaie unique européenne, permettent de favoriser ce qui est délaissé par la monnaie nationale. Axées dans une notion de complémentarité et de coopération, elles permettent de créer de la richesse additionnelle, notamment par la création de capital social ou la stimulation des économies locales.* » (B. Lietaer, 2006)

B. Histoire des monnaies complémentaires

Les monnaies existent depuis bien longtemps, à partir du moment où l'homme a vécu en société, il lui a fallu créer des outils de facilitation d'échange. Mais le fait d'avoir plusieurs monnaies imbriquées dans une même économie a aussi son histoire. Déjà aux temps des Pharaons, entre 3000 et 1000 avant Jésus-Christ, citons l'Europe au moyen-age où l'or était la principale monnaie entre les régions et pays, mais où les pièces en cuivre et d'autres métaux de chaque région avaient aussi cours. Le moyen-age, bien que nos inconscients ont du mal à se l'imaginer, est une période où

les monnaies servaient vraiment leur région, puisqu'elle n'y avait court que là. Et si les personnes devaient circuler entre les régions, elles échangeaient leurs monnaies contre leur équivalent en or. Le terme de complémentaires n'avait aucun sens, il y avait une monnaie locale et une monnaie internationale, simplement, et la plupart des échanges se faisaient dans la monnaie locale alors !

On les voit ensuite réapparaître après la crise financière de 1929, en Allemagne notamment. Citons la naissance du WIR (monnaie complémentaire usitée entre PME suisses qui est toujours en circulation).

L'émergence et la diffusion de monnaies sociales dans le monde, et notamment en Europe, depuis les années 1980, ne se sont pas déroulées selon un modèle unique qui se serait dupliqué à l'infini, mais à partir d'un processus d'essaimage et de différenciation. Ce double processus a donné naissance à des modèles variés de monnaies sociales. Ainsi, à partir de l'innovation qu'a représentée la naissance des premiers types de monnaies sociales au début des années 1980 sous la forme des SEL¹ (Fare, 2010).

Chaque période de crise économique ou financière donne lieu à des dynamiques de sauvegarde de l'économie, que servent les monnaies complémentaires. On parlait du WIR, mais quand on regarde les montants qui circulent d'années en années (Lietaer, 2009) dans le système du WIR, on voit que les années les plus moribondes en terme d'économie nationale Suisse sont les années les plus actives pour cette monnaie complémentaire.

C. Pourquoi des monnaies complémentaires ?

« *Les monnaies officielles, de facilitateur d'échanges, sont devenues une fin en soi. Elles sont un objet d'accumulation, un vecteur d'appropriation de la richesse au détriment du lien social et de l'intérêt collectif. Par leur utilisation spéculative, elles se sont globalement déconnectées de leur usage initial. Pour preuve, notamment, ce chiffre : 97 % des transactions en monnaies officielles circulent dans les sphères spéculatives et seulement 3 % dans l'économie réelle.* » Patrick Viveret, philosophe et ancien conseiller maître à la Cour des comptes (dans la revue Recma du 16/12/2011)

C'est une des premières raisons de la création de monnaies complémentaires, parce que notre système économique, financier et monétaire ne correspond plus aux attentes réelles de l'humain. Et que si nos dirigeants ne veulent pas bouger pour changer les choses, alors les citoyens se doivent de le faire par eux-mêmes.

« *La question de la diversité monétaire nous apparaît aussi déterminante pour la durabilité du système économique et monétaire que ne l'est la diversité entrepreneuriale pour le tissu*

¹ SEL (systèmes d'échanges locaux) est un groupe de citoyens qui souhaitent échanger des biens, des services ou des savoirs sans avoir à passer par la monnaie. Les échanges sont rassemblés et comptabilisés de manière centralisée au moyen d'un fichier partagé et sur base d'une unité de compte communément choisie. La plupart du temps basé sur le temps passé à réaliser le bien/service.

économique ou la diversité des espèces dans un écosystème naturel. ». (El Ghabri M., 2012 in Etopia, avril 2012)

C'est une autre raison du besoin de créer de nouvelles monnaies, parce la diversité est garante du développement continu et progressif des systèmes. Les monopoles ont toujours été des freins à l'évolution de l'humanité selon Adam Smith, père fondateur de l'économie de marché.

D. Typologie et caractéristiques

Bernard Lietaer propose une typologie en cinq niveaux :

- Selon la finalité : objectifs commerciaux, sociaux ou environnementaux.
- Selon le support : monnaie fiduciaire, scripturale ou électronique.
- Selon la fonction : moyen de paiement, moyen d'échange ou moyen de dépôt de valeur.
- Selon le processus de création : Adossée à la monnaie officielle, permet le crédit.
- Selon le recouvrement : Présence d'intérêts, frais de transaction, frais fixes.

E. Projet d'économie sociale ?

« Les dispositifs de la vague contemporaine des monnaies sociales ont des parentés évidents avec l'économie sociale et solidaire telle qu'elle est conçue en France » (J. Blanc, 2009). Et cela est aussi le cas visiblement selon la définition belge proposée par Mertens & Marée (2008) :

Nature des activités : Difficile à définir pour un projet monétaire, mais on peut voir l'objet d'un tel projet comme un outil de consommation.

Finalité sociale : Les différents buts qui seront explicités dans ce mémoire parleront d'eux-mêmes.

Autonomie : L'indépendance du projet est aussi quelque chose qui est tenu très à cœur aux yeux des porteurs de projets. Le refus des aides publiques à des fins d'indépendance fait souvent débat.

Démocratie : La participation des membres, des citoyens et de tous les usagers de l'outil est requise, voir nécessaire au développement du projet.

Affectation des excédents : Selon les projets, il y a quatre possibilités, soit la distribution de l'excédent aux utilisateurs, soit une aide supplémentaire aux prestataires, soit un don à une autre structure associative soutenue et enfin, le réinvestissement pour le développement du projet.

Développement durable : Quel que soit la perspective choisie par les porteurs de projets, les impacts sociaux, économiques et écologiques seront toujours là de par la définition de ces projets.

Forme juridique : Les statuts juridiques des monnaies complémentaires une fois lancées, sont majoritairement sous la forme d'ASBL et dans quelques rares cas, prennent la forme de coopératives voir même de coopératives bancaires.

II. Les différentes perspectives envisagées

Si l'on est d'accord de considérer les monnaies complémentaires comme l'outil qu'elles sont, on peut donc facilement appréhender le fait qu'elles peuvent être théoriquement adaptées à certains buts plutôt que d'autres. Bien que nous sortirions du cadre totalement citoyen, des monnaies complémentaires créées pour des buts très différents existent actuellement. Les cartes de fidélité sont là pour fidéliser le consommateur à un magasin spécifique, les bons de réductions sont là pour modifier un comportement d'achat en substituant un magasin à un autre... Mais il y a des perspectives plus intéressantes qu'une dynamique commerciale, des perspectives plus complexes aussi, mettant en avant des objectifs plus difficiles à outiller peut-être. Le cadre de ce mémoire abordera trois perspectives principales ainsi que deux perspectives secondaires.

La **première perspective**, mais nous en avons déjà parlé, il s'agit simplement de la perspective classique des monnaies complémentaires, des monnaies créées dans un but principalement économique, afin de relancer l'économie d'une région, en ne considérant les autres avantages que comme conséquences secondaires du projet initial. Il n'y a pas lieu ici d'en parler à nouveau.

La **deuxième perspective** est celle du développement dit « *soutenable* ». Il nous a paru opportun de distinguer développement durable du développement soutenable, tout d'abord par la quatrième facette qu'inclut le développement soutenable, l'idée politique. Et comme nous sommes ici dans une dynamique de projets citoyens, cela semblait logique. Cette perspective semble nécessaire afin d'amener une première vision holistique des projets monétaires, avec un aspect environnemental.

La **troisième perspective** est celle des villes en transition. Ne pas envisager cette perspective n'a, encore une fois, à titre personnel, aucun sens, puisque je vois beaucoup de projets de monnaies complémentaires se lancer à l'intérieur même de projets de villes en transition (qui sont aussi des projets citoyens à échelle locale). Ne pas envisager leurs dynamiques en termes d'objectifs serait faire l'impasse sur une nouvelle perspective d'un paradigme qui est en plein essor.

Il y a beaucoup d'autres perspectives intéressantes mais moins courantes en termes de monnaies citoyennes, qui peuvent donner lieux à d'autres objectifs distincts. La première de ces perspectives est une **perspective militante**, prise au sens large, quelqu'un luttant pour une cause idéologique. L'idée de lutte, de guerre y étant prédominante. Les aspects de sensibilisations et de dénonciation d'une partie du système actuel seront les moyens les plus utilisés par cette perspective. La dernière perspective est d'ordre autonomiste, comprenant les régions qui veulent retrouver une forme d'indépendance politique et qui utilisent l'outil monétaire à cette fin.

A. La perspective du Développement Soutenable

1. Définitions

« *Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* » Cité du rapport Brundtland de 1987 (Auberin & Vivien, 2006 ; Brunel, 2007 ; Strange & Bayley, 2008)

Mais cette définition est la même que celle du développement durable. Ces deux notions sont souvent entremêlées mais se sont au fur et à mesure des visions, fondamentalement différentes.

On distingue parfois ces deux visions en citant l'idée de "soutenabilité faible" (*weak sustainability*) et soutenabilité forte" (*strong sustainability*). Et on compare parfois ces deux notions respectivement avec celles de développement durable et développement soutenable (Cabeza Gutes, 1995 ; Dietz et Neumayer, 2007 ; Garmendia & al., 2010).

La soutenabilité faible et donc la notion de développement durable est la vision préférée dans la vision classique de l'économie actuelle. Dans cette vision, le développement est durable repose sur la conservation de nos modes de consommation actuels et où la vision d'une planète limitée en ressources n'est que secondaire, il n'est qu'un facteur supplémentaire à prendre en compte dans la production.

La soutenabilité forte et la notion du développement soutenable induit un changement de système si l'on veut préserver la capacité mondiale à assurer un avenir sain aux futures générations. Cette notion admet qu'un système puisse utiliser des ressources naturelles mais à la seule condition qu'il doit y avoir une compensation afin de ne pas affecter les réserves sur le long-terme.

Une autre différence fondamentale entre le développement durable et le développement soutenable est l'inclusion dans la notion de développement durable un quatrième pilier (politique) aux trois piliers classiques du développement durable (économique, social et environnemental).

L'outil politique est le changement qui distingue le développement soutenable d'autres perspectives puisqu'il s'agit du mode de développement principal des dynamiques de soutenabilité. La logique *bottom-up* ne relève ainsi pas du développement soutenable, il faut considérer des projets soit fait par les citoyens, soit avec les citoyens pour qu'ils puissent relever de cette perspective. Le terme de *gouvernance de projet* semble plus adapté pour envisager la suite de cette perspective.

2. De crises en crises

Après la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle, le seul indicateur existant pour mesurer l'avancée d'un pays, d'une région, était basée sur les premières notions du produit intérieur brut (PIB). Par après, des considérations sociales ont été incluses dans cette notion de développement.

Ce n'est qu'après les crises apportées par les chocs pétroliers de 1973 et 1979 que les pays ont commencé à prendre conscience que leur développement économique était basé sur l'exploitation des ressources naturelles (terres agricoles, eau, forêts...) et sur l'utilisation intensive de ce carburant extraordinaire qu'est le pétrole. Et que ces ressources étaient finalement bien limitées.

Les crises industrielles des précédentes décennies ont permis au citoyen de prendre conscience des considérations environnementales comme Bhopal (1984) et Tchernobyl (1986) et on vu le développement des initiatives citoyennes comme WWF, Greenpeace et les Amis de la Terre.

Ces aussi dans ces années là qu'est apparu la nouvelle démarche du "agir local, penser global" citée par René Dubos en 1972. L'idée de ce concept est d'intégrer à nos manières de faire à chacun, quelque soit notre échelle un cadre de pensée heuristique afin de prendre en compte les conséquences de chacune de nos actions.

3. Perspective historique

Afin de mieux appréhender le développement des notions conjointes de développement durable et soutenable, passons en revue les grands événements historiques qui ont arpentés ces notions :

1965 : Organisation d'un premier sommet de la terre sur initiative de l'Unesco.

1968 : Création du Club de Rome. Groupe de réflexion de personnalités internationales axés sur la recherche autour des problèmes liés à la limites de la croissance économique.

1972 : le Club de Rome publie le rapport *The limits to growth* (appelé aussi rapport Meadows).

Les résultats sont alarmants, ils prévoient pour le XXI^e siècle une chute brutale de la population à cause de la pollution, un assèchement des terres menant à des famines dans la plupart des régions encore agricoles, une augmentation continue du prix des matières premières alimentaires.

1973 : Convention de Washington, sur le commerce international et ses effets sur la biodiversité.

1985 : Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone.

1987 : Première définition du développement durable proposée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (rapport Brundtland).

1988 : Création du GIEC. Groupe international d'experts sur l'évolution du climat.

1992 : Organisation d'un second sommet de la terre, à Rio (Brésil). Qui aboutit à la naissance de l'Agenda 21. La notion de développement durable inclut la définition des trois piliers : progrès économique, justice sociale et préservation de l'environnement.

1997 : Organisation du troisième sommet de la terre sur les changements climatiques, à Kyōto, qui aboutira au protocole de Kyōto sur la réduction des émissions de gaz à effets de serre qui n'entrera en vigueur qu'en 2005.

2002 : Sommet de la terre de Johannesburg. Concluant sur la ratification d'un traité sur la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

2009 : Conférence sur le climat de Copenhague.

2010 : Conférence sur le climat de Cancun.

2012 : Sommet de la terre de nouveau à Rio. Retour sur les effets de Rio 1992 (Rio+20)

B. La perspective des Villes en Transition

1. Introduction au concept

« *Les initiatives de transition constituent une nouvelle approche évolutive de la durabilité à l'échelon de la communauté.* » (Hopkins, 2010).

Le mouvement des villes en transition est né à Totnes (UK) en 2005 où Rob Hopkins, enseignant en permaculture a mis en place avec ses élèves de la ville de Kinsale un modèle qui fut appliqué un an après à Totnes. Depuis, le réseau international s'est étendu à vitesse exponentielle puisqu'il existe à l'heure actuelle plus de mille initiatives locales de villes en transition² et on peut considérer, vu les critères requis pour accéder à cette liste officielle, que le même nombre d'initiatives sont encore en gestation.

Le principe est de permettre aux citoyens d'un territoire déterminé (une ville, un village, une commune, un quartier, voir une île et même une entreprise ou toute organisation) à prendre conscience des enjeux du dépassement du pic pétrolier³ et des changements induis par le réchauffement climatique. Et de mettre en considération ces deux faits et chercher collectivement les réponses que notre territoire, notre communauté peut faire à notre échelle pour résoudre ces problèmes. Les objectifs des villes en transition peuvent se lister comme ceci :

- De réduire des émissions de gaz carbonique et de la consommation d'énergie fossile selon des plans d'actions de descente énergétique mis en place par la collectivité.
- De développer plus de résilience dans nos échanges via la relocalisation des biens et services qui peuvent l'être.
- De multiplier les échanges sociaux entre les personnes afin de multiplier les échanges porteurs de solution et d'améliorer nos modes de vies.
- D'acquérir les compétences et qualifications qui (re)deviendrons nécessaire.

Une initiative de transition ne développe rien en soi, elle est plutôt à considérer comme un moyen de mettre les gens ensemble pour qu'ils puissent trouver les solutions adaptées aux problèmes. Les villes en transition apportent un cadre collectif permettant l'émergence d'une intelligence collective à même de trouver ces solutions. C'est le but du guide la transition rédigé par Rob Hopkins (2010), être un outil de création de nos propres solutions locales.

² Liste des initiatives de transition sur le site du réseau : <http://www.transitionnetwork.org/initiatives>

³ La notion du pic pétrolier renvoie au moment où la production mondiale de pétrole plafonne avant de commencer à décliner du fait de l'épuisement des réserves de pétrole exploitables. Selon les auteurs, ce pic a été franchi à différentes dates entre 2000 et 2010. Mais tous les auteurs s'accordent finalement à dire que ce moment a été dépassé en ce moment. Plus d'informations sur le site de l'Agence Internationale de l'Énergie : <http://www.iea.org/about/indexfr.asp>

2. La Résilience, concept-clé

La résilience est une composante essentielle de la soutenabilité (Mayer, 2008 ; Derissen, 2011) et le concept-clé dans le développement communautaire des villes en transition. Il peut être défini comme **la capacité d'un organisme à absorber les difficultés engendrées à un autre niveau et s'y adapter sans changer sa nature intrinsèque**. Le concept de résilience est utilisé à la base dans la dimension des écosystèmes et des organismes vivant, mais il est de plus en plus adapté aux organisations et aux communautés socio-économiques humaines.

Dans le cadre des villes en transition et donc, l'idée d'une communauté résiliente est une communauté qui peut "encaisser" les effets d'une crise économique par exemple et s'y adapter sans changer de façon négative la façon de vivre à l'intérieur. La résistance aux chocs économiques ainsi qu'aux chocs induis par le pic pétrolier ne se fera dans cette vision que par une plus grande indépendance des marchés locaux aux marchés internationaux. Le principe de relocalisation de l'économie est un des objectifs les plus importants dans ce paradigme économique.

On peut distinguer deux types de résiliences, la *résilience inhérente* déjà présente dans un système et qui définit son niveau de résistance ; et la *résilience adaptive*, c'est-à-dire sa capacité à rebondir et à s'adapter lors de l'arrivée d'une nouvelle perturbation (Rose, 2007).

Cette deuxième façon de voir la résilience inclut trois nouveaux point de vue différents par rapport à cette résilience adaptive. D'abord, sa *capacité à s'auto-organiser* sans notion de dépendance face aux autres niveaux de pouvoirs afin de pouvoir répondre au plus vite à la perturbation ; ensuite une *capacité à s'adapter* et donc d'imaginer des solutions aux problèmes rencontrés ; et enfin une *capacité à apprendre* et à retenir les leçons du passé afin de développer une certaine immunisation à ce type de perturbation.

Hopkins (2010) définit quant à lui les trois ingrédients qu'il faut mettre en place dans une communauté pour atteindre un certain niveau de résilience. Ces ingrédients sont la diversité, la modularité et les rétroactions directes.

La **diversité**, comme son nom l'indique, concerne le nombre d'éléments qui composent le système. On peut parler du nombre d'individus, d'industries, de moyens d'échanges (et donc de monnaies) que de fournisseurs alimentaires différents ainsi que les connexions qui sont tissées entre eux.

Outre la diversité à l'intérieur d'un système, les villes en transition partagent une vision où chaque communauté a ses propres caractéristiques, et se doivent donc d'être différentes entre-elles. Les solutions intégrant une meilleure résilience à l'intérieur d'une communauté seront toujours différentes d'une communauté à l'autre. Si toutes les villes en transition utilisent exactement les

mêmes solutions, le système perd de sa résilience puisque la chute d'un système pourrait alors emporter les mêmes systèmes dans d'autre communautés.

La **modularité** concerne la manière selon laquelle les composants d'un système sont liés entre-eux (Walker & Salr, 2010). Il s'agit ici de développer des interconnexions au sein du système mais surtout en préservant l'indépendance de chacun. Dans une vision de partage des informations par exemple, mais en évitant toute dépendance de l'un à l'autre. Par exemple, un marché de viande locale ou les éleveurs sont en contacts permanents avec leurs voisins bouchers par rapport à un marché international de la viande où les différentes viandes font plusieurs fois le tour de la terre avant d'arriver à la première assiette permettrait d'éviter les propagations des perturbations comme le cas d'une maladie bovine. Si le système économique était plus modulaire la crise de la vache folle n'aurait pas eu les conséquences qu'elle a eu.

La proximité des rétro-actions concerne le temps de réaction entre la détection d'un problème et les capacités à le résoudre. À la différence d'une gouvernance ultra-centralisée et globalisée comme la nôtre, il faut bâtir un système qui soit cohérent avec les volontés de chacun. La rétro-action intervient par exemple dans un système particulier qui interdit l'utilisation des pesticides sur son sol, mais qui n'achète que des produits remplis de pesticides. Le problème a peut-être été détecté, mais la solution n'est que partielle et influe sur d'autres systèmes de manière négative. Plus l'échelle est petite, plus les conséquences liées à telle ou telle utilisation seront visibles et donc la réponse logique, plus facilement trouvée.

3. La vision positive et le réenchantement de l'imaginaire

La vision positive est le fondement comportemental des villes en transition. Cette vision repose sur la capacité de chacun à voir les choses dans une vision positive. À se concentrer sur ce qui nous fait se sentir bien, et pas sur les problèmes. C'est le choix que nous pouvons tous faire de ne pas voir le verre à moitié vide, mais à moitié plein.

C'est un changement global la perception du monde et remet en question notre manière d'agir et d'être actif là où l'on se sent bien.

Pour sauver la planète, nous n'avons pas besoin de percées technologiques miraculeuses ou d'énormes capitaux. Essentiellement, nous avons besoin d'un changement radical dans notre façon de penser et dans nos comportements. Ted Trainer (dans *Democracy & Nature*, 2000)

Cette vision est particulièrement utilisée dans ce paradigme de changement que sont les villes en transition. Il ne s'agit pas de se dire, qu'il faut agir pour que le monde tourne mieux, ou pour que dans l'avenir, on puisse se sentir mieux ; il s'agit de prendre conscience que l'on peut trouver le bonheur en changeant les choses.

Dans cette vision positive, on ne pousse pas les gens à agir en leurs montrant des images effrayantes de l'avenir qui risque de se dessiner, mais plutôt de leurs montrer comment il pourrait être si on agit ensemble. Si l'on veux prétendre à un changement de paradigme vers un "avenir plus heureux" alors il faut aussi être heureux pour pouvoir montrer ce puissant outil qu'est la vision positive.

Les documents audio-visuels diffusés par la plupart des villes en transition sont un bon exemple de cette vision positive. Le film "en transition⁴" par exemple expose une vision du monde accessible dès maintenant à tout le monde et où le bonheur d'agir est le moteur du changement. Il diffère énormément des films de sensibilisations classiques montrés par les mouvements écologistes ou relevant du paradigme du développement soutenable.

⁴ Vidéo libre du film du réseau international de la transition : <http://vimeo.com/21598658>

C. Les autres perspectives

1. La perspective militante

Comme il a été dit, beaucoup de projets de monnaies complémentaires se créent lors de période de crise, afin de rétablir un équilibre économique dans une zone géographique définie. Mais dans le cadre de la crise financière et monétaire actuelle, certains projets émergent dans une dynamique surtout symbolique et dont l'objectif d'économie locale notamment, apparaissent comme secondaire.

Les principaux objectifs dans ce nouveau cadre sont plutôt axés sur la sensibilisation et la compréhension du système monétaire dominant afin de faire émerger ses principaux défauts.

Nous ne sommes donc plus ici strictement dans le cadre de la pensée positive, mais plutôt dans une optique militante « contre » un système qui ne semble plus adapté selon les lanceurs des projets.

2. La perspective autonomiste

Il est possible de militer pour beaucoup de choses différentes, mais un aspect particulier qu'il y a lieu de relever dans un développement de monnaie complémentaires, sont les perspectives des groupes autonomistes (ou séparatistes). Il s'agit ici de groupes de personnes qui ont pour objectifs de développer l'autonomie d'une région par rapport à la nation dans laquelle celle-ci est inscrite.

Cette perspective est à différentier d'une vision simplement militante car il ne s'agit généralement pas des mêmes personnes étant impliquées dans un mouvement ou l'autre. Les militants se battent contre un système qui leur déplait, parfois un pays peut être en conflit avec leur vision, mais leur lutte n'est pas contre une entité nationale spécifique. À l'inverse, la vision autonomiste inclut une notion de combat pour une région et contre la hiérarchie des pouvoirs telle qu'elle est définie dans la division classique du monde en pays-nations.

Citons dans ce genre de perspective la lutte, les Basques (de l'ancienne division provinciale nommée Pays-Basques) au nord de l'Espagne, plus près de chez nous, en Belgique, une certaine partie des Flamands se battent aussi pour l'indépendance de leur région linguistique et géographique.

III. Quels objectifs aux monnaies complémentaires ?

Nous savons maintenant, ce que sont et comment on évolués les projets de monnaies complémentaires de toutes sortes, nous avons définis les différentes perspectives étudiées ; Le cœur de ce mémoire peut donc être maintenant envisagé. Il s'agit ici de proposer une caractérisation des différents types d'objectifs des projets de monnaies face aux différentes perspectives étudiées.

Il va de soi que les projets de monnaies n'ont pas à se relever nécessairement d'une perspective ou l'autre, mais les projets de monnaies de ces dernières années ont souvent tendances à relever d'une seule de ces perspectives. En effet, les deux perspectives principales (développement soutenable et villes en transition) reposent de plus en plus sur une vision holistique du développement mondial. Nous ne discuterons pas de l'aspect idéologiquement bon ou pas de ces perspectives, mais il parait difficile de nier leur vision complète de notre environnement et proposant une solution, un chemin global de mouvement vers un monde jugé meilleur dans leurs visions respectives.

Nous allons donc distinguer les différents objectifs selon les différentes perspectives étudiées, en limitant à trois objectifs les perspectives principales et à un objectif les perspectives secondaires.

A. Objectifs traditionnels

Dans le cadre des monnaies complémentaires traditionnelles. S'entend par là, les projets de monnaies complémentaires qui ne sont pas spécifiquement liés à un paradigme, une perspective spécifique, et majoritairement lancé dans une vision économique car, dans une situation économique néfaste pour la région.

Ces objectifs sont liés à la définition même que nous avons faite d'un projet de monnaie complémentaire, et les objectifs suivants sont donc applicables aussi aux autres perspectives, car étant à la base même du concept de monnaie complémentaire. Les objectifs inhérents aux autres perspectives s'y rajoutent.

Pour choisir les objectifs traditionnels des projets de monnaie, reprenons le classement proposé par Jérôme Blanc (2009) qui voit dans les monnaies complémentaires trois objectifs fondamentaux :

- ✓ Localiser les échanges ;
- ✓ Dynamiser les échanges ;
- ✓ Transformer la nature des échanges.

1. Localiser les échanges

Dans l'idée de (re)localisation ou territorialisation des échanges, les monnaies complémentaires ont un rôle théoriquement très important, Bernard Lietaer le dit très bien « *The localisation was impossible without having a local currency* » Et puisqu'il faut le démontrer :

Tout d'abord, une monnaie complémentaire exclut l'idée de la sortie de la masse monétaire hors de la zone géographique où elle s'applique, l'argent ne peut donc pas partir ailleurs, comme cela est possible avec une monnaie de grande taille comme l'Euro. Il s'agit donc de circuits d'échanges plus ou moins autonomes et étanches. Mobilisant théoriquement à nouveau la proximité entre la production des biens et leur consommation.

Les principaux prestataires dans un tel circuit seront alors principalement les artisans, professions libérales, petits commerçants, micro-entreprises, voir, selon les projets, les petites et moyennes entreprises (PME). Excluant par là, la plupart des chaînes de restaurants ou les principales chaînes de grande distribution voir les filiales et structures franchisées d'entreprises internationales.

Beaucoup de gens ont comme vision globale de la mondialisation, une spécialisation des régions, en réduisant la production d'une localité à « *ce qu'elle fait de mieux* ». Mais cela n'est possible que si les transports, et le coût qui y est adossé reste stable et à un coût très bas, et de plus, s'ils n'émettent aucune externalité environnementale (North, 2010). Ce qui n'est pas le cas actuellement dans notre économie mondialisée où le coût du pétrole est globalement en hausse continue depuis son introduction sur le marché. Et son impact sur les émissions à effet de serre n'est plus à relever.

« *Les monnaies sociales peuvent atteindre des objectifs que la monnaie nationale ne peut pas atteindre, elles peuvent aider à créer des communautés résilientes et inclusives tout en diminuant significativement son impact sur l'environnement.* » (Seyfang & Longhurst, 2011). Nous avons déjà abordé le concept de résilience dans le cadre de des villes en transition, mais cet aspect « localiste » renforce encore l'idée que les monnaies complémentaires permettent de diminuer l'impact environnemental des échanges en réduisant les importations et le coût environnemental qui y est attaché.

Quoi qu'il en soit, cette localisation des échanges permet aux communautés l'utilisant de bénéficier de cet apport complémentaire de productions et permet à terme de renforcer les emplois internes. Cet objectif est primordial et fait partie de la définition même d'une monnaie complémentaire, car constituée autour d'une zone déterminée. Que cette zone soit déterminée par une limite géographique, ou simplement par les distances entre les membres d'une même communauté.

2. Dynamiser les échanges

Une fois les échanges localisés, le deuxième objectif des projets de monnaies complémentaires est de s'assurer de leur circulation rapide, afin d'en dynamiser les flux. Le simple fait de localiser l'échange cité juste précédemment peut permettre d'aider l'économie locale. Mais cela n'indique pas pour autant que la masse de ces échanges ait augmenté pour autant ; Il s'agit plutôt d'un effet de **substitution** de fournisseurs. Il faut encore le faire circuler.

Plus l'argent circule dans la localité, plus elle permet d'en améliorer et d'en diversifier les échanges. On le nomme ainsi « *multiplicateur local* » (Servet, 1997 ; Blanc, 2006). Afin de dynamiser les échanges, la plupart des projets de ce type incluent des dispositifs de dynamisation des échanges. Nous en verrons deux types ici.

Le premier dispositif de dynamisation des échanges est **l'accès facile au crédit** ; Le crédit permet aux porteurs du projet de créer de l'argent en monnaies complémentaires *ex nihilo* puisque l'argent ainsi créé, ne repose pas sur un échange en tant que tel, mais sur une promesse de remboursement, qu'il y ait une garantie ou non du remboursement et avec ou sans fond initial en monnaie officielle. Un très bon exemple de ce système est la banque Palmas au Brésil⁵.

Ce dispositif est assez courant dans les situations de crise monétaire comme ce fut le cas pendant la crise argentine de 2001. La fuite des capitaux hors du pays a fait sombrer le pays dans une récession économique sans précédent. Beaucoup de systèmes d'alternatives économiques se sont alors mis en place, et d'autres alternatives déjà présentes se sont alors développées comme ce fut le cas pour les clubs de *trueque* argentins. Malheureusement, ce dispositif de création monétaire a engendré son propre déclin, puisque les clubs de *trueque* ont trop profité de ce système de création monétaire, et ce système c'est alors effondré par excès de création, générant une augmentation exponentielle des prix des biens en *trueque* et donc, une perte de valeur de cet argent par inflation⁶.

Le deuxième mécanisme utilisé pour dynamiser les échanges est le **systèmes de fonte** de la monnaie. « *Il s'agit alors de faire subir l'intérêt non à celui qui emprunte, mais à celui qui détient les avoirs sans les employer.* » (J. Blanc, 2009). Ce mécanisme, introduit par Silvio Gesell dans les années 30, induit donc une dynamisation volontaire des échanges, par peur de voir cette monnaie perdre de la valeur après la période prescrite. Il peut s'agir d'une forme de consumérisme (incitation à la consommation), mais empêche aussi la conservation à long terme de l'argent. À chaque fin de période prescrite, la monnaie perdra de la valeur selon le dispositif mis en place (timbre à coller pour renouveler le billet ou péremption totale de la valeur après la date finale).

⁵ Voir l'article de Recma numéro 324 et le site francophone de l'association de soutien : www.banquepalmas.fr/

⁶ Voir l'article sur 1001 Monnaies : <http://www.1001monnaies.com/2011/04/18/lepoppee-du-trueque-argentin/> ainsi que dans leur newsletter de mars 2011 : http://1001monnaies.com/wp-content/uploads/2011/04/newsletter-taoa-nc2b03_mars2011.pdf

3. Transformer la nature des échanges

L'idée est, dans cette conception de la nature des échanges, de modifier les types de relation de consommation, en remettant le lien de **réciprocité** et surtout de **confiance** au centre de l'échange.

« *La localisation monétaire doit permettre le déploiement dans le temps des relations entre les contractants, au fil de l'établissement d'une confiance mutuelle.* » (J. Blanc, 2009).

La monnaie comme outil d'échange, ne doit pas être vue comme une fin en soi, acquérir des biens peut avoir du sens, mais ma capitalisation d'argent n'est pas un but, puisque c'est un outil d'acquisition. Il faut en effet, concevoir la monnaie comme l'outil qui permet aux habitants d'une communauté (ou entre communautés) d'échanger des biens sans avoir à reporter les achats, pour cause de production temporaire, ou d'autres inconvénients que le troc peut avoir.

Le prérequis nécessaire à la construction de cette confiance et réciprocité est tout d'abord de mettre en place un projet qui sera **gagnant-gagnant** pour chaque utilisateur du projet de monnaie. Que cela soit via les taxes et bonis de conversion (€ vers MC ou MC vers €) développement du réseau suffisant, utilisation flexible pour les commerçants... Beaucoup de caractéristiques des projets de monnaies peuvent être aménagées pour permettre à chaque personne d'avoir un intérêt financier ou autre dans l'utilisation de la monnaie.

L'idée est donc de remettre cet outil comme faisant partie d'une communauté, comme un facilitateur d'échanges, et donc comme garant de la bonne entente entre citoyens. La réciprocité entre les utilisateurs de la monnaie doit prendre le pas sur les comportements strictement marchands, où, par exemple, les prix sont fixés par le marché et non par un accord entre personnes.

« *Il faut en effet bloquer la reproduction du système de prix marchand à l'intérieur de l'espace local, ce que l'on qualifie "d'isomorphisme marchand".* » (F. Bowring, 2000).

Les dispositifs utilisables pour un tel objectif peut être par exemple la **personnalisation de l'outil** monétaire, le fait par exemple de changer la couleur du billet à chaque nouvelle impression, ou, comme déjà cité la fonte de la valeur de la monnaie, permet de se recentrer sur l'objectif initial d'une monnaie, et d'insister sur le non-besoin qu'ont les personnes de garder une monnaie sans la dépenser et de remettre en plus un aspect purement communautaire (billet avec présence d'une symbolique locale). La création d'une **charte de courtoisie** pour les utilisateurs que nous verrons encore dans le le point portant sur la perspective des villes en transition.

B. Objectifs de développement soutenable

« *Renforcer la face sociale de la monnaie et en réduire la face privée permet de promouvoir la coopération, de mobiliser les relations de proximité, et, plus largement, de s'engager dans un développement soutenable à long terme.* » (Jean-François Draperi in Recma 324, 2012)

Plus une monnaie tendra à réduire l'*empreinte écologique* de ses membres –accordant ainsi une valeur intrinsèque aux ressources naturelles-, plus sa soutenabilité sera forte. Mais cet indicateur ne peut pas être le seul pris en compte pour déterminer la « soutenabilité » du système. Il semble aussi important de considérer les relations que la monnaie entretient avec le système socio-économique général ; c'est-à-dire si elle s'inscrit plutôt dans logique de réformes sporadiques du système cantonnées à des niches sociales et économiques, ou bien si elle détermine une volonté de transformation globale de la société. Ainsi, les valeurs de chaque monnaie permettent d'en définir la vision de changement sociétal.

Selon Marie Fare (2012) la perspective du développement soutenable reconnaît trois objectifs principaux à la dynamique des monnaies complémentaires : (1) La territorialité des activités (2) La dynamisation des échanges (3) La transformation des pratiques, des modes de vie et de représentation sociale.

Ces trois objectifs, quoi que discutables en terme d'objectifs liés au développement soutenable, restent fondamentalement similaires aux objectifs traditionnels des monnaies complémentaires, même si définis ici d'une autre manière. Cependant, certaines dynamiques à l'intérieur des objectifs cités par l'article de Marie Fare peuvent être vues comme des objectifs spécifiques que l'on peut alors relater comme faisant partie de cette perspective spécifique du développement soutenable.

« *Le besoin de changements dans les attitudes, les valeurs sociales et les aspirations.* » Sont les fondamentaux du changement qui doit s'opérer dans chaque citoyen cite le rapport Brundtland⁷. Et les monnaies complémentaires pourraient avoir un impact dans chacun de ces trois aspects.

Cette distinction des objectifs peut être divisée en trois points, qui recouvrent, avec la dimension économique (territorialisation et dynamisation des échanges) déjà présente, les trois autres dimensions du développement soutenable, ou les trois aspects cités dans le rapport Brundtland.

- ✓¹ Modifier les comportements d'achats (dimension écologique – aspect sur les attitudes)
- ✓¹ Favoriser l'inclusion sociale (dimension sociale – aspect sur les valeurs sociales)
- ✓¹ S'approprier le territoire (dimension politique – aspect sur les aspirations)

⁷ **Le rapport Brundtland** « *Our Common Future* » publication rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU. Ce texte a été une des bases de travail du sommet de Rio en 1992.

1. Modifier les comportements d'achats

Si le développement soutenable comporte un volet écologique, notamment, assez important, la manière d'outiller ce volet a énormément de sens. Vis-à-vis des monnaies complémentaires, l'intérêt est alors d'orienter via cet outil monétaire, la consommation des utilisateurs vers certains produits plutôt que d'autres.

Les considérations de consommation peuvent alors se tourner, vers le commerce équitable, les produits provenant de l'agriculture biologique, le respect de normes écologiques diverses, l'aspect d'approvisionnement local en matières premières, ou le respect des droits de l'homme (ou des animaux). Chaque projet à ses objectifs spécifiques en termes de comportements d'achats et y mettre des barrières plus ou moins importantes.

Le principe de la **diminution de la consommation** est aussi un enjeu fondamental quand on parle de développement soutenable. Mais, une monnaie complémentaire peut-elle aider à développer une diminution de la consommation ? En la réorientant, c'est possible, mais il est dur de développer ce genre d'engagement sans passer par la sensibilisation.

Il s'agit donc de transformer le statut des personnes en un statut comparable à la notion de *ProConsommateur* (Alvin Toffler, 1980). L'idée est donc ici d'orienter la nature de la consommation, autant que possible sur les filières courtes, très peu pourvues en intermédiaires et bien entendu, locaux.

Le dispositif classique de ce genre de considération est la mise en place d'une **charte éthique des prestataires** du réseau, dans laquelle, ceux-ci s'engagent à modifier leurs habitudes d'achat vers des fournisseurs plus locaux, plus éthiques, plus écologiques... Par exemple la « *Mesure* »⁸ en Drôme française. Leur charte éthique repose sur quatre types d'engagements (évolutifs) :

1. Économie locale (en relocalisant les fournisseurs ou privilégiant les circuits courts) ;
2. Dimension écologique (produits bio, réduction des déchets ou économie d'énergie) ;
3. Éthique (activité d'utilité sociale/solidaire, critères dans le choix des fournisseurs) ;
4. Humain et citoyen (relations conviviales ou organisation démocratique).

Cette idée d'une charte permet d'objectiver le choix des partenaires du réseau et permet de limiter les erreurs de jugement possibles par les porteurs du projet. Cependant, dans le cas de la « *Mesure* » la charte éthique est une charte d'engagement, et non de préalables. Mais les deux sont bien entendu et possibles, et existants.

⁸ Le site de la Mesure <http://monnaie-locale-romans.org/>

2. Favoriser l'inclusion sociale

Les monnaies complémentaires peuvent, comme cela a été dit, servir énormément d'objectifs, mais particulièrement, les monnaies à vocation sociale pourraient à elles seules former tout un pan d'objectifs. De plus, les monnaies avec ce genre d'objectifs sont les projets les plus hétérogènes car leurs caractéristiques les éloignent la plupart du temps des projets habituels, car ce sont les caractéristiques de ces monnaies qui définissent alors le rôle, et non le contraire.

Bernard Liétaer (2008) nous fait l'exposé de différents projets de monnaies sociales qui peuvent être aussi différents qu'il n'y a de problèmes sociaux à gérer :

- **L'aide aux personnes âgées** par exemple, comme le *Teruko Mizushima*, au Japon, qui permet un échange de services et la valorisation des services rendus à ces personnes.
- **L'éducation** aussi via des systèmes d'entraides entre étudiants, comme le *Saber* brésilien qui permet aux étudiants aidant les plus jeunes à apprendre des leçons, et à ces professeurs de diminuer alors leur minerval pour l'année suivante.
- **La santé** bien sûr, avec par exemple des projets visant la lutte contre le surpoids avec un système à quadruple win-win entre les personnes souhaitant perdre du poids, les associations de lutte contre l'obésité, les entreprises d'assurances et les magasins de nourriture saines (voir les services publics de santé et les hôpitaux). Le concept permet de valoriser le fait que toutes ces entités ont un même but commun !
- **L'écologie** bien sur, avec des projets de récompense de gestes durables (nettoyer les rues, planter des arbres dans les jardins...)

Mais, généralement, ces projets sont axés sur leur objectif social, et ne contribuent que rarement aux autres objectifs liés aux monnaies complémentaires (dynamisation économie locale, circuits courts...). Mais rien n'empêche bien sûr un projet de mettre un système de ce type dans leurs caractéristiques, les portes sont ouvertes et les potentiels assez importants.

Babysitting, aide aux sans-abris, aide aux personnes dépendantes... Tout problème social peut avoir un système de monnaie complémentaire destiné à combler ce problème spécifique, il suffit de relever les missions de chaque partie prenante autour du projet pour concevoir un projet *ad hoc*.

Il est utile de noter aussi que **l'accès facile au crédit**, déjà cité dans le cadre de la dynamisation des échanges est aussi un dispositif permettant l'inclusion sociale de personnes dépourvues de moyens financiers traditionnels. Notamment dans les pays où l'accès au service minimum de base n'est pas reconnu.

3. L'appropriation communautaire

Par le renforcement de la citoyenneté locale ainsi que par la mise en œuvre de pratiques participatives tout en établissant une logique d'inclusion des parties prenantes dans les organes décisionnels du projet, ce genre de projet entre dans une dynamique totalement *bottom-up* de construction et de réflexion autour de l'outil monétaire. Permettant un certain contrôle sur les objectifs le suivi de la réalisation et la transparence de l'outil. A contrario d'une monnaie reconnue officiellement tel l'euro qui ont une logique plutôt *top-down* puisque sa conception, sa mise en place, son contrôle, ou même sa remise en cause ne sont que très rarement sujets à débat public.

Les dynamiques de monnaies complémentaires lancent le citoyen dans une nouvelle vision d'appropriation de sa communauté et vers « *l'émergence d'une communauté solidaire apte à générer un processus de développement soutenable* » (M. Fare 2012). Par la dynamique démocratique interne au projet bien sûr, mais au-delà même, puisque cet outil incite à la réflexion et à la construction citoyenne qui peut aller bien au-delà du projet, que cela soit sur la gouvernance locale, voir mondiale. Cela s'appelle « *l'effet de débordement* » (Colletis et al., 2005), dynamique qui part d'un dispositif citoyen vers les territoires et jusqu'aux considérations mondiales. Sujet qui peut avoir beaucoup de sens dans une optique militante, nous y reviendrons.

Ces dynamiques permettent une revitalisation de la démocratie, tout en ouvrant un large panel de potentiel économique. Une monnaie citoyenne est là pour aider une région via différents objectifs, à cet effet, l'entremise des pouvoirs publics semble nécessaire pour développer le réel potentiel de ces projets et pour que les objectifs puissent atteindre leurs buts.

L'accent est mis de plus en plus sur les niveaux de gouvernances locaux et la non-priorité des décisions prises par les degrés supérieurs et la reconnaissance des diversités et la transparence, car les projets de monnaies peuvent entrer en conflit avec les structures gouvernantes supérieures comme la Banque Centrale Européenne qui gère le monopole monétaire européen. Pierre Calame (2008) a établi 5 principes qui devraient s'appliquer à l'évolution des moyens de gouvernances pour le XXI^{ème} siècle :

- Une citoyenneté plurielle qui reconnaît les différentes strates des moyens de gouvernances et lui donne droit à, chacune, avoir son identité propre ;
- Les relations de gouvernance activent tous niveaux qui se doivent de coopérer entre eux et non d'établir une voie d'imposition unilatérale d'un niveau à l'autre ;
- Une vision d'indépendance de chaque niveau qui doit cependant entrer dans une démarche holistique afin de ne pas compromettre l'indépendance des autres niveaux ;

- Les villes (ou dans un sens plus large, les régions) sont plus aptes à prendre des décisions holistiques plurielles et démocratiques que des états-nations ;
- La collecte d'informations de tout types doit, non seulement, se faire à chaque niveau de gouvernance, mais doit aussi y correspondre un retour sur informations.

L'appropriation communautaire d'un outil monétaire permet aussi un autre dispositif très particulier et spécifique aux projets de ce type. La potentialité de la construction d'une **monnaie évolutive** !

La construction commune d'un outil et d'une structure autour d'elle, basée sur des besoins spécifiques, des problèmes à régler, peut inclure cette idée que l'outil se doit de ne pas se fermer à son évolution propre et peut s'adapter à de nouveaux besoins et ouvrir la réflexion à de nouveaux objectifs et caractéristiques.

C. Objectifs des villes en transition

Dans la cadre des villes en transition, les monnaies complémentaires révèlent de nouveaux objectifs qui complètent les précédents objectifs traditionnels et de la perspective du développement soutenable, cités dans les chapitres précédents.

La vision postpétrole de 2030 est un classique de la vision positive des villes en transition : « *Villes et communautés, comme elles le faisaient dans les temps de misère, produisent maintenant leurs propres devises, utilisables dans un périmètre local seulement. Des modèles d'investissements locaux ont été mis au point grâce auxquels les citoyens peuvent investir leur argent de manière à régénérer l'économie communautaire. [...] Le mythe qu'une économie forte ne peut naître que d'investissements extérieurs apparaît désormais comme un argument vide de sens, digne de l'ère du Pétrole à prix réduit.* » Manuel de transition (R. Hopkins, 2010).

Mais l'objectif principal des villes en transition, comme il a été dit est d'améliorer la résilience des communautés. North (2010) voit dans les monnaies complémentaires la possibilité de créer des « *communautés sociales résilientes* ». Fitzpatrick (2001) voit aussi dans ces systèmes un moyen de contribuer à la naissance d'une société "*postemploi*" dont les raisonnements sur la diminution du temps de travail sont très appréciés dans les mouvements de transition.

Les monnaies complémentaires sont des outils primordiaux dans le développement des villes en transition, assez dur à mettre en place puisqu'une vision holistique est toujours demandée dans le paradigme des villes en transition. Ces monnaies ne servent pas alors un objectif spécifique, mais se construisent dans et avec la panoplie des autres dynamiques en cours dans la ville en transition autour de laquelle cette monnaie se construit. Elle n'a pas pour rôle de régler tous les problèmes, aucun outil n'a pour but de régler tous les problèmes du monde, mais elle doit s'intégrer dans la dynamique de la transition, et être assez réfléchie que pour participer à la résilience comme tout projet de transition.

Même si l'objectif de résilience est déjà très présent dans les objectifs précédents, notamment avec l'objectif traditionnel de localisation des échanges. Nous allons donc fixer à nouveau trois objectifs complémentaires qui peuvent être définis par les trois ingrédients de la résilience définie par Rob Hopkins (2010) que sont la diversité, la modularité et les rétroactions directes :

- ✓ Etablir de nouveaux modes de consommation pour les citoyens (*aspect diversité*) ;
- ✓ Tisser du lien local entre citoyens, producteurs et marchands (*aspect rétroactions*) ;
- ✓ Valoriser l'économie informelle, non prise en compte par le marché (*aspect modularité*) ;

La diversité des modes de consommation doit être envisagée au moment où la survie alimentaire de la population ne dépend plus que des supermarchés et de leur approvisionnement. Une multiplication des nouveaux modes de consommation semble essentielle pour construire une meilleure résilience de nos modes de vie.

La rétroaction plus visible et plus directe en bâtissant la confiance et la réciprocité entre les acteurs économiques est quelque chose que peut amener la multiplication des liens entre les membres d'une communauté. La confiance et la communication permettent en effet de mieux connaître les manières de faire de chacun et ainsi, et donc d'avoir plus facilement conscience des effets des activités de chacun. Une sorte d'autogestion interne par l'échange d'informations.

La modularité des économies informelles est un aspect intéressant dans la construction de la résilience, nous devons construire de plus en plus d'interconnexions, sans créer une interdépendance de chacun. L'exemple cité par le manuel de transition est celui du système bancaire mondial, interconnecté, oui, mais totalement interdépendant, où la chute d'une structure bancaire entraîne toutes les autres par effet de domino. Les monnaies complémentaires se doivent de servir une modularité entre les adhérents du système, où la solidarité interne deviendrait le ciment de la résilience plutôt que la dépendance de chacun.

1. Établir de nouveaux modes de consommation

Établir et bien sûr renforcer d'autres modes de consommations. Il ne sert à rien de construire des outils qui sont actifs juste à côté de nous ; autant participer à leur développement, c'est la vision des villes en transition vis-à-vis des nouveaux modes de consommation.

Par nouveaux modes de consommation, il faut entendre tous les endroits où l'on peut acheter nos biens de consommation normaux qui ne sont pas des grandes surfaces, qui sont actuellement, pour la plupart des occidentaux, le moyen principal de fourniture des consommables.

Il peut s'agir des groupes d'achats aux producteurs fermiers, des marchés, l'autoproduction, la production en groupe comme les jardins collectifs. Les deux derniers mentionnés relèvent, par contre, plus de l'économie informelle puisqu'il ne s'agit pas dans tel cas d'échanges avec des prestataires comme définis dans le cadre présent.

Beaucoup des monnaies complémentaires adossées directement aux villes en transition ont mis en place où ont permis les échanges avec les groupes d'achats aux producteurs alimentaires locaux. Le projet liégeois (BE) a fixé comme objectif principal de développer les réseaux avec les agriculteurs locaux et de faire participer les groupes d'achats communs (GAC) dans leur projet⁹.

L'épi-lorrain, projet à Meix-devant-Virton (BE) et environs réunis boucheries, épiceries, fermes, les marchés fermiers et les groupes d'achats de soutien à l'agriculture paysanne (GASAP)¹⁰.

Mais un peu plus loin, à Bristol¹¹ comme à Lewes¹² (UK), deux des premières villes en transition dans le monde, ont créé des monnaies complémentaires directement reliées aux fermes locales via un outil comme le « *Farmlink* ». Des groupes d'achats citoyens où les produits des fermes sont distribués à différents endroits de la ville sur commande.

⁹ Les PV des réflexions du projet de monnaie liégeois « valeureux » : http://www.liegeentransition.be/?page_id=532

¹⁰ Le site de l'Epi Lorrain : <http://www.enepisdubonsens.eu/>

¹¹ Le site de la livre de Bristol : <http://bristolpound.org/farmlink>

¹² Le site de la livre de Lewes : <http://thelewespound.org/>

2. Tisser du lien social

Imaginez à quoi ressemble la ville du futur dans laquelle vous aimeriez vivre. Si elle comprend une vision du bonheur remplie de rencontres, de discussions en face à face, d'entraide et de solidarité interpersonnelle, si l'humain, et les liens que nous tissons entre nous sont important pour vous, alors vous aimeriez que ces relations ne soient pas "entachées" par des problèmes financiers, vous aimeriez avoir une monnaie au service de vous et vos proches, une vision de l'économie et des échanges qui permettraient de rapprocher les gens. Et dans ce cas, vous êtes peut-être, vous aussi, quelqu'un qui commence sa "transition".

« A chaque fois que je paye en Mesure je discute avec le commerçant. Sans la Mesure, je ne me serais pas permis de poser des questions. J'ai ainsi une meilleure connaissance de l'autre et de son métier. » Yanouch H., membre du réseau de la Mesure en Drôme française.

Beaucoup de caractéristiques des projets de monnaie renforcent les liens sociaux à l'intérieur voir des personnes autour du projet. Le lien de dette créé par les projets monétaires basés sur l'échange ou comprenant une partie sur l'échange permet de développer des relations sociales basées sur la confiance et la réciprocité. Le fait de se sentir membre d'une "communauté de valeur" en plus d'une même communauté de proximité, favorise aussi un lien social très fort entre les personnes, même sans se connaître, savoir que l'autre partage un même projet, et peut-être des valeurs, est quelque chose de très profond.

« Il s'agit d'une proximité spatiale, qui influence le contrôle de la démocratisation dans le groupe et encourage ou facilite les rencontres. » (Servet, 1999).

Un outil assez peu utilisé mais souvent présent dans les projets qui ont atteint un certain niveau de développement, est le dispositif que nous appellerons le « *code de courtoisie* ». Qui est une sorte de charte permettant l'établissement de règles d'échanges entre les utilisateurs de la monnaie créée. Permettant de limiter les problèmes de transactions entre personnes, et favorisant des transactions en accord avec les principes fondateurs qui ont fait aboutir le projet.

3. Valoriser l'économie informelle

Selon Seyfang et Longhurst (2011) les monnaies complémentaires contribuent d'elles-mêmes à la multiplication des échanges informels non reconnus par le marché dominant. Parce qu'il y a dans ces projets une reconnaissance de ces biens et services que ne permet pas les monnaies officielles, vu qu'ils ne sont pas souvent taxés ni comptabilisés dans le PIB.

C'est une vision **CtoC**, « *customer to customer* » une vision des échanges très absente de nos idées traditionnelles de l'économie, mais pourtant bien présente (même s'il est quasi impossible de la chiffrer dans son entièreté vu qu'ils peuvent aussi ne pas être monétaires comme un cadeau, ou un service gratuit) et qui se développe énormément dans nos économies actuelles vu l'émergence des plates-formes d'échanges entre particuliers comme E-Bay pour ne citer qu'elle.

Dans la vision des villes en transition, les biens produits par les particuliers, les compétences de chacun, l'autogestion et la production groupée, la valorisation des déchets sont pourtant des solutions soutenables pour le monde d'aujourd'hui, ce qui leur donne une valorisation particulière quand cet échange a lieu dans une monnaie complémentaire puisqu'elle leur donne une valeur.

Tout consommateur est ainsi producteur, c'est la vision que peut amener un projet de monnaie complémentaire dans le cadre des villes en transition.

C'est ce que permet par exemple le projet liégeois du Valeureux (voir annexe 1) qui cherche à inclure à la base même de sa création monétaire un échange entre personnes.

L'Accorderie aussi qui tente de favoriser une consommation hors des modes traditionnels de consommation en permettant l'échange de services entre personnes, mais qui propose un double comptage de la valeur des choses, une selon le correspondant de la monnaie officielle et un deuxième comptage de la valeur par le temps dépensé à sa production (M. Fare, 2012)

D. Les autres objectifs

Bien que cela puisse paraître un peu frontal de faire suivre la vision positive des villes en transition par les autres perspectives militantes et autonomistes, ce sont des visions qui restent très présentes dans l'esprit des personnes engagées, que cela soit dans la vision du développement soutenable ou dans les villes en transition.

Peu d'entre les porteurs de projets de monnaies complémentaires pensent que l'économie telle qu'elle est, correspond à ce qu'ils pensent, c'est pour cela que des projets de monnaies complémentaires voient aussi le jour. Il y a toujours une double-vision, celle de ce que l'on n'aime pas et celle de ce que l'on voudrait pour la remplacer.

Mais il est des projets qui sont d'abord et avant tout pour aborder le thème de la lutte, et dont la finalité n'est pas la construction directe d'un modèle soutenable, mais de faire entendre une voix non entendue. Ce sont les objectifs des perspectives militantes et autonomistes.

1. Objectifs militants

Les "militants" peuvent avoir beaucoup de choses à reprocher à la manière dont le monopole monétaire marche actuellement. On citera notamment dans ces objectifs, les idées de :

✓¹ Refus du modèle monétaire dominant basé sur la dette ;

Il est vrai qu'à la différence des systèmes d'échanges locaux (SEL), les projets de monnaies complémentaires ne sont généralement pas basés sur une relation de dette. Et techniquement, on peut très bien créer de l'argent *ex-nihilo* et le distribuer dans un projet de monnaie complémentaire. Mais le principe est de montrer que cette possibilité a été interdite aux états depuis la déclaration de Lisbonne. Afin de limiter l'inflation des matières, l'Europe s'est elle-même fermé la porte de l'émission monétaire, donnant le pouvoir monétaire aux banques privées par la seule émission de dettes. Ce qui est un non-sens pour beaucoup de ces militants vu qu'il y a dans notre système, par cette création de dettes adossées à des intérêts, un montant de dettes plus de trois fois supérieur au montant total des capitaux en présences (E. Toussaint & al, 2011).

✓¹ Refus de la spéculation financière ;

« *Seuls 2% des transactions financières mondiales concernent l'échange réel de biens et services ; 98% des transferts d'argent ont lieu à des fins spéculatives* » (M. Kennedy, 2008). Est un des chiffres les plus utilisés dans la sphère militante contre la spéculation, comme dans le cas du mouvement *Occupy Wall Street*¹³. Au vu de ces chiffres déroutants, on peut comprendre l'intérêt dans une perspective militante qu'une monnaie destinée à des fins uniquement économiques puisse

¹³ Mouvement nord-américain de contestation pacifique dénonçant le capitalisme financier. <http://occupywallst.org/>

être un symbole intéressant de "lutte contre la spéculation" (il apparaît en effet actuellement assez compliqué d'utiliser des monnaies complémentaires en bourse).

Un exemple tout récent de monnaie complémentaire anti-spéculation est celle du projet « *oublions le AAA* » bordelais¹⁴. Qui porte très bien son nom puisque cette monnaie a été créée pour dénoncer la « *dictature financière* » et le pouvoir des agences de notations.

✓¹ Refus de l'idée d'accumulation du capital ;

« *On ne peut éviter la tension entre les deux aspects indissociables de la monnaie : la cohérence sociale de la contrainte du paiement, d'une part, le pouvoir privé d'accumuler l'argent, d'autre part* » (M. Aglietta, A. Orléan, 2002). Pour dissocier ces deux aspects de la monnaie, il faut que les possibilités de conservation de la monnaie coutent à son détenteur. L'impôt est un moyen, mais dans le cadre des monnaies complémentaires, l'aspect de fonte de la monnaie peut être introduit.

Tous ses aspects "militants" des monnaies complémentaires peuvent être des objectifs applicables aux monnaies complémentaires, mais de par leur vision du monde, nous nous contenterons de citer ici l'objectif de sensibilisation relatif à cette perspective. En effet, tenter de valoriser objectivement chacun des objectifs "militants" peut paraître assez compliqué, que cela soit en terme de statistiques, qu'en termes de questionnaires aux utilisateurs.

2. Objectifs autonomistes

L'objectif visé par de telles monnaies est alors de refuser le paiement des prélèvements et taxes si elles ne servent pas un but uniquement local. Le principe était de ne payer ses taxes que dans la monnaie locale de ce mouvement, assurant par là, l'utilisation locale des taxes prélevées.

Certaines monnaies complémentaires comme la Padanie (nord de l'Italie) lancée par Umberto Bossi, leader de la « *Ligue du Nord* » dans les années 90, avait par exemple pour objectif le retour de la souveraineté monétaire dans le projet séparatiste de la « *Ligue du Nord*¹⁵ ». Ce genre de pratiques s'écarte encore plus des principes de base des monnaies complémentaires, puisqu'elles n'ont pas comme objectifs de s'opposer aux autorités et à la justice, mais comme ce genre de projet peut être surtout considéré comme des outils, les buts servis peuvent aussi être de ce type là.

¹⁴ Site de « *oublions le AAA* » monnaie complémentaire bordelaise : <http://www.oublionsleaaa.fr/>

¹⁵ Voir les articles politiques sur la revue de l'espace politique : <http://espacepolitique.revues.org/index2046.html>

E. Projets incluant plusieurs perspectives

La distinction des objectifs proposées ici, ne sous-entends évidemment pas qu'un projet de monnaie complémentaire ne peut pas prendre en compte plusieurs perspectives. La perspective classique reste la base de la plupart des projets de monnaie complémentaires, en tout cas dans sa vision d'aide à l'économie locale. Les autres perspectives peuvent s'ajouter au fur et à mesure de l'évolution d'un projet et même être incluses dès le lancement du projet. Il n'y a pas ou peu d'exclusion en termes de compatibilités en termes d'objectifs, même si certaines perspectives peuvent sembler opposées à la base (comme la perspective des villes en transition, basée sur la vision positive et la perspective militante, basée sur la confrontation des systèmes).

C'est par exemple le cas de la nouvelle monnaie locale en Pays basque, l'Euskal Moneta¹⁶. Incluant la dimension sociale, économique, écologique, ainsi qu'une dimension idéologique et protectionniste, dans une vision d'autogestion, ainsi que légèrement patriotique, situation bien particulière aux dynamiques autonomistes spécifiques à l'intérieur des Pays basque¹⁷.

L'Héol¹⁸ dans le pays de Brest est aussi un exemple de ce type, même si la dynamique ici a été plutôt lancée entre plusieurs associations d'économie sociale dans la région, les objectifs principaux sont les liens sociaux, les projets écologiques et respectueux de l'humain, tout en servant l'économie locale. Avec en objectifs symboliques affichés contre la thésaurisation et la spéculation du modèle dominant.

On peut s'apercevoir que beaucoup des projets émergents de ce que nous appellerons la troisième phase de développement des monnaies complémentaires (2000-2012) tente de mettre en place des caractéristiques et des objectifs qui englobent plusieurs perspectives différentes, dans une vision toujours plus holistique.

La première phase, résultante des années de reconstruction de l'après-guerre entre les années 1950 et 1968 se basaient sur une vision classique basée sur l'économie.

La deuxième phase entre 1968 et 1980 étaient des monnaies complémentaires plutôt de types SEL (systèmes d'échanges locaux) très prisées dans les milieux "écologistes" de l'après 68' basés sur un concept de "vie simple" où les échanges au sein d'une communauté d'idée utilisait cette idée de l'échange non-monétaire.

¹⁶ Voir le site du projet <http://www.euskalmoneta.org/> ou l'article qui s'y intéresse dans la revue de Recma du 02/04/12

¹⁷ La dynamique autonomiste basque et l'ETA, article sur le média en ligne Rue89 :

<http://blogs.rue89.com/ibere-espace/sommes-de-denoncer-la-violence-les-separatistes-basques-refusent>

¹⁸ Voir le site du projet sur <http://www.ess-bretagne.org/> ou l'article qui s'y intéresse dans la revue de Recma du 12/01/12

F. Classer les objectifs

Trouver des objectifs spécifiques à chaque perspective est une chose, encore faut-il pouvoir en faire une interprétation utile. La première utilité de ces objectifs est de pouvoir contrôler si la constitution du projet de monnaie correspond bien aux objectifs qu'ils se sont fixés. La cohérence des projets citoyens peuvent parfois être compliquée à mettre en place lorsque les porteurs de projets sont des bénévoles, et que les connaissances théoriques sur les monnaies complémentaires peuvent être assez complexes à maîtriser pour tout un chacun.

Les dispositifs particuliers mis en place dans un projet peuvent attester ou non d'un objectif déclaré dans le projet de monnaie complémentaires. Il peut paraître en effet incohérent pour un projet de monnaie ne se disant pas « écologique » de limiter les achats possibles en produits issus de l'agriculture biologique. Le tableau original ci-dessous reprend les différents objectifs, classés par perspectives et liste quelques dispositifs dont nous avons parlé, qui permettent de témoigner d'une volonté visible d'aller vers tel ou tel objectif.

Perspectives	Objectifs	Dispositifs
Classique	Relocaliser les échanges	<ul style="list-style-type: none"> - Limité à une zone déterminée - Limité aux membres d'une communauté déterminée
	Dynamiser les échanges	<ul style="list-style-type: none"> - Accès facile au crédit (1) - Mécanisme de fonte
	Transformer la nature des échanges	<ul style="list-style-type: none"> - Personnalisation des outils à des fins de réflexion sur le système marchand
Développement soutenable	Modifier les comportements d'achats	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation à certains produits - Limitation à certains prestataires - Création de chartes pour les prestataires
	Favoriser l'inclusion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Accès facile au crédit (2) - Dispositif social spécifique
	S'approprier le territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamiques participatives internes - Transparence effective du projet - Inclure une vision évolutive du projet
Villes en transition	Favoriser les nouveaux modes de consommation	<ul style="list-style-type: none"> - Inclusion des initiatives d'économie alternative
	Tisser du lien social	<ul style="list-style-type: none"> - Création de chartes pour les utilisateurs - Valorisation des échanges inter-personnels (1)
	Valoriser l'économie informelle	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des autres manières de compter comme le temps - Valorisation des échanges inter-personnels (2)
Militante	Sensibiliser aux problèmes actuels	<ul style="list-style-type: none"> - Messages spécifiques à l'intérieur des outils de communication du projet
Autonomiste	Développer la souveraineté politique	<ul style="list-style-type: none"> - Messages spécifiques à l'intérieur des outils de communication du projet

Il peut y avoir beaucoup d'autres dispositifs pouvant être mis en place dans les projets de monnaies complémentaires, il n'y a pas de limites techniques, et la frontière peut même aller au-delà des limites fixées par la loi et au-delà de nos visions limitées par une éducation et une vision du monde spécifique. L'horizon des monnaies possibles n'a comme seule limite que ce qu'un échange peut englober. Et en termes d'échanges, notre monde regorge de formes d'échanges infinies si on sait élargir notre perspective ; une discussion est un échange, suivre un cours est un échange, lire ce mémoire est un échange, et en général tout ce qui nous entoure résulte d'un échange, jusqu'à ce que la nature elle-même nous met à disposition. Et des projets de monnaies complémentaires axées sur le biomimétisme¹⁹ pourraient aussi un jour exister.

Un dispositif peut très bien aussi s'appliquer à plusieurs objectifs. Un dispositif permettant le crédit (généralement sans intérêts) est un mécanisme permettant une plus grande multiplication monétaire dans le système monétaire, mais est aussi un outil social de développement que l'on peut comparer au micro-crédit. Il aurait aussi été possible de multiplier les dispositifs dans plusieurs objectifs ; le mécanisme de fonte de la monnaie par exemple, dynamise les échanges mais est aussi un outil de lutte contre la thésaurisation et l'accumulation de capital dans une perspective militante, et ce dernier objectif peut très bien être le moteur d'inclusion de ce mécanisme de fonte. Mais nous retiendrons l'essentiel et la fonction principale fondatrice d'un mécanisme pour ne pas complexifier à tort et à raison ce tableau.

Une deuxième représentation originale des objectifs, permettrait de classer les objectifs selon leur référence générale par rapport aux quatre visions du développement soutenable ; les objectifs économiques, écologiques, sociaux et politiques :

Objectifs économiques	Objectifs écologiques	Objectifs sociaux	Objectifs politiques
Relocaliser les échanges (1) ^C	Relocaliser les échanges (2) ^C	Modifier les comport's d'achats (2) ^{DS}	Transformer la nature des échanges ^C
Dynamiser les échanges ^C	Modifier les comport's d'achats (1) ^{DS}	Favoriser l'inclusion sociale ^{DS}	S'approprier le territoire ^{DS}
Nouveaux modes de consommation (1) ^{VT}	Nouveaux modes de consommation (2) ^{VT}	Tisser du lien social ^{VT}	Sensibiliser aux prob's du monde actuel ^M
Valoriser l'économie informelle (1) ^{VT}	Valoriser l'économie informelle (2) ^{VT}	Valoriser l'économie informelle (3) ^{VT}	Développer la souveraineté locale ^A

«C» : Perspective classique

«DS» : Perspective du développement soutenable

«VT» : Perspective des villes en transition

«M» : Perspective militante

«A» : Perspective autonomiste

Cette nouvelle représentation permet de comparer les objectifs par rapport à leur perspective fondatrice, afin de cautionner l'aspect cohérent de chacun selon les théories explicitées dans les précédents chapitres.

¹⁹ Biomimétisme : démarche consistant à reproduire artificiellement des propriétés d'un système biologique.

En effet, cette représentation nous montre que l'aspect classique des monnaies complémentaires est plus axé sur les besoins économiques avec en résultante les conséquences écologique de la relocalisation.

La perspective du développement soutenable comporte des aspects plus transversaux et complète très bien l'aspect économique des monnaies complémentaires classiques en apportant des dimensions écologiques, sociales et surtout politiques supplémentaires (on voit en effet, que toute la moitié supérieure du tableau est occupée entièrement par ces deux perspectives).

La perspective des villes en transition, quant à elle, a aussi une propension de diversification, mais exclue très fortement l'aspect politique, puisque les villes en transition n'ont pas comme objectif direct de modifier l'aspect politique vers les autorités publiques. Notons que cette perspective recouvre aussi un autre aspect économique en valorisant les nouveaux moyens d'échanger (nouveaux modes d'achats groupés et valorisation de l'économie informelle).

De par leur définition, la perspective militante et la perspective autonomiste sont plus concentrés vers l'aspect politique des monnaies, que cela soit en termes de sensibilisation collective que dans l'aspect de revendication politique.

Un troisième classement réalisable est l'identification des objectifs dont les impacts sont directs et ceux dont les impacts seront plutôt indirects. Selon les auteurs, on peut parler d'impact directs/indirects ou d'utilité sociale interne/externe :

« *On distingue parfois l'utilité sociale interne, comprenant les utilités individuelles des usagers et/ou membres de l'organisation et l'utilité sociale externe comprenant les externalités ainsi que le "halo sociétal", valeurs non prises en compte par l'économiste* » (Parodi & al., 2002 in Mertens & Marée, 2012).

« *La performance de l'entreprise sociale correspond à sa production élargie, c'est-à-dire à l'ensemble constitué de l'output, des impacts directs et des impacts indirects sous forme d'externalités.* » (Mertens & Marée, 2012).

Prenons dans ce cadre précis, le concept d'impacts directs et indirects. Notamment, parce que cette distinction permet aussi d'identifier deux sortes d'impacts indirects. Ceux ayant un effet sur la **collectivité** autour du projet et ceux ayant un impact plus **macro-économique**.

L'interprétation des impacts réalisées ici peut prêter à discussion, mais, encore une fois, nous avons essayé de classer ces objectifs en fonction de leur impact principal. La plupart des objectifs faisant partie d'une vision holistique du monde, on peut imaginer des impacts macro-économiques globaux pour presque chaque objectif. Ne sont explicités (en gris dans le tableau) ici que les impacts quand ils agissent à deux niveaux d'impacts.

Impacts directs	Impacts indirects (collectifs)	Impacts indirects (macro)
Transformer la nature des échanges	Relocaliser les échanges (sur l'économie locale)	Relocaliser les échanges (sur les importations)
Modifier les comportements d'achats (sur notre pouvoir d'achat et l'approvisionnement des commerçants)	Dynamiser les échanges (sur l'économie locale)	Dynamiser les échanges (sur les importations)
Favoriser les nouveaux modes de consommation	S'approprier le territoire (sur la gouvernance locale)	Développer la souveraineté politique
S'approprier le territoire (sur nos visions de faire société)	Valoriser l'économie informelle	Modifier les comportements d'achats (sur les importations et les types de produits importés)
Favoriser l'inclusion sociale		
Tisser du lien social		<i>Effets inflationniste sur l'Euro</i>
Sensibiliser aux problèmes actuels		<i>Effets sur les exportations des pays producteurs, des denrées auparavant achetées</i>

Cette distinction reste très utile, car elle permet aussi de garder un point de vue pragmatique sur les projets de monnaies complémentaires. En effet, les objectifs restent globalement modestes et ne visent en majorité que des impacts directs.

Une deuxième perspective que permet une distinction intéressante réside dans le fait que beaucoup d'impacts ne sont pas cités dans ce tableau. Ce point de vue amène en effet aux projets à adopter une nouvelle dimension sur les impacts de ce genre de projet autrement que par rapport aux objectifs. Et ne sont par exemple pas listés ici les effets que peut avoir la création d'une monnaie complémentaire sur les monnaies officielles (*en italique dans le tableau*).

Le fait de se concentrer sur nos objectifs fixés restreint en effet le cadre d'analyse sur les effets d'un projet sociétal de ce type. Mais ce biais semble logique dans notre démarche et nous en resterons là, car pour le simple exemple cité, celui de l'effet potentiellement inflationniste sur la monnaie officielle, il serait très dur, voir impossible à estimer, puisque les deux monnaies évoluent dans des cadres différents ; elles sont parallèles, et donc, semble très difficile de mesurer l'impact exact d'une monnaie sur l'autre.

IV. Mise en perspective des objectifs et missions sociétales

« *Les grands indicateurs économiques et sociaux ne sont pas seulement des reflets passifs des phénomènes qu'ils prétendent résumer. Ils font aussi partie, avec d'autres éléments de notre environnement informationnel, de ce qui structure nos cadres cognitifs, notre vision du monde, nos valeurs, nos jugements. La domination de fait de certains d'entre eux n'est donc pas neutre ; la question des indicateurs de richesse est un enjeu citoyen.* » (J. Gadrey, 2007)

Gadrey remet ici en question nos grands indicateurs économiques comme le PIB. Le cadre est plus macro-économique, mais n'empêche pas de faire le parallèle avec des projets citoyens, même si l'échelle de comptage n'est plus la même. En effet, ce sont aussi nos cadres cognitifs qui définissent notre manière de percevoir la "rentabilité" d'un projet. Et si nous voulons apprendre à évaluer des projets de monnaie complémentaires, comme d'autres projets dont l'objectif est d'abord sociétal plutôt que seulement financier, il faut d'abord apprendre à revoir nos manières de penser.

« *On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré.* » Disait Albert Einstein. Si l'on veut adapter nos façons de concevoir la rentabilité dans un cadre qui n'est pas uniquement financier il faut repenser l'entièreté de nos cadres. « *Dans une entreprise sociale, la notion de performance doit s'entendre dans un sens plus large que la seule rentabilité financière. Parce que ce type d'entreprise poursuit une mission sociale dont la réalisation génère des bénéfices collectifs, il convient d'aller au-delà de ce que permettent les seuls indicateurs de rendement financier.* » (Mertens et Marée, 2012)

Parallèlement, on peut voir que certaines initiatives du secteur des entreprises à but lucratif tentent aussi de plus en plus de compter certaines de leurs externalités collectives. Apprécions l'initiative toute récente de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) qui permet à ses membres de tester conjointement leurs performances économiques, environnementales et sociétales²⁰.

Et du côté public, l'appel à contribution publique lancé par le gouvernement de la région wallonne pour permettre l'identification de nouveaux indicateurs dans le cadre du plan "Marshall 2. vert."²¹.

Et encore plus haut, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a mis en place dès 1990 l'Indice de Développement Humain²², seul indicateur alternatif au PIB reconnu internationalement, même si des centaines d'études et de propositions d'autres chercheurs portent sur d'autres visions du développement humain. Citons le Bonheur Brut (Bouthan), le Happy Planet Index (New Economic Foundation et les Amis de la Terre), l'Empreinte Ecologique (WWF)...

²⁰ UWE: Outil de calcul du développement durable des entreprises : <http://www.indicateursdd.be/Doc/savoirplus.pdf>

²¹ Projet de la région Wallonie-Bruxelles sur les nouveaux indicateurs : <http://www.indicateurswallonie.be/projet.asp>

²² Indicateur internationaux de Développement Humain <http://hdrstats.undp.org/fr/indicateurs/default.html>

Les autres manières de compter se développent, à tous les échelons, du plus petit projet local aux visions les plus macro-économiques. Reconsidérant notre manière de compter, remettant en cause le développement économique comme seul garant du bien-être de l'humanité.

Mais il faut savoir quoi compter, et les biais et difficultés semblent incommensurables quand on cherche à compter ce qui "devrait" être compté. C'est pourquoi les objectifs sont à la base même quand on veut savoir quoi et comment compter.

A. Compter ce qui n'a pas été compté

Le bilan, les comptes de résultats et les annexes comptables expriment très bien les aspects importants liés à la gestion financière de la mission principale des entreprises à but lucratif, mais lorsque l'on veut agrandir la mission à des considérations sociales et écologiques, ce genre d'outils sont d'une moindre utilité, et il existe très peu d'outils à même de calculer cette performance sociale. Pourtant, il faut pouvoir identifier et calculer les outputs et externalités directes et indirectes qui n'ont pas été comptées par ces outils.

Il s'agit de la théorie du Welfare ou utilité sociale. La notion de production d'une organisation doit être étendue à tous les impacts que celle-ci engendre et qui ne sont pas pris en compte par le marché, impacts sur les individus et sur la collectivité au sens général (Mertens et Marée, 2012).

Évaluer la performance d'un service public par exemple ne se mesure pas simplement aux nombres de personnes utilisant le service et aux sommes d'argent qui y sont dépensées par rapport à celles qui ont été investies ; il faut pouvoir prendre en compte les différentes externalités engendrées par l'activité produite. Il s'agit d'une vision pragmatique quand on compare les différents effets sur le long terme. La pollution engendrée par le déplacement des transports publics par exemple, a un effet sur la vie collective et la santé publique, comme l'effet que cela peut avoir sur les réserves mondiales des carburants utilisés.

B. Compter ce qui compte vraiment

Il faut pouvoir compter ce qui ne l'a pas été, c'est un fait, mais il s'agit là de considérations très macro-économiques ; et lorsque l'on revient au cadre beaucoup plus restreint d'un projet sociétal comme une monnaie complémentaire, il faut pouvoir compter ce qui est intéressant par rapport aux missions du projet. Il est vrai qu'un projet de monnaie complémentaire peut avoir un effet relatif sur le marché des collectionneurs de monnaies (billetophiles et numismates). Mais l'intérêt des conséquences économiques sur ce marché spécifique a peu d'importances au regard des missions du projet (même s'il est possible de créer une monnaie complémentaire ayant pour objet d'avoir un impact sur ce marché).

Tout l'intérêt d'envisager d'autres manières de compter est de **savoir ce qu'il faut compter** et ce qui a une véritable importance au vu des objectifs établis dans la réflexion de constitution du projet.

C. Compter ce qui n'est pas comptable

« *Il convient de se demander si les impacts que l'on souhaite intégrer dans une vision élargie de la production sont mesurables. Par nature, ces impacts ne sont pas pris en compte par le marché et leur mesure renvoie à la question classique de l'évaluation des biens non marchands.* » (Mertens et Marée, 2012).

Si l'on a réussi à identifier ce qu'il faut compter, la question qui suit directement est de savoir **comment le compter**. En effet, des considérations comme la notion de "bonheur" ou de "meilleurs liens sociaux" sont comptablement difficiles à évaluer. Ces notions étant subjectives par définition, et relatives à la perception de chaque individu, des outils uniformisés d'évaluation ne seront que le fruit de l'interprétation d'une personne, ou d'un groupe de personnes à l'initiative de l'évaluation.

Mais le besoin de créer d'autres visions de faire société nécessite pourtant cette idée de valorisation de ces idées qui sont difficiles mais pas impossibles à compter. La littérature anglo saxone a plusieurs fois essayé d'établir des bases permettant la valorisation d'une certaine performance sociale, dont le SROI (*social return on investment*)²³, l'extension de la notion du *return on investment* (ROI), outil très important dans le cadre de pensée des managers classiques de notre époque. Mais de tels outils sont difficilement utilisables dans des projets citoyens, surtout lorsque ceux-ci n'impliquent pas de fonds monétaires initiaux à proprement parler. De plus, le SROI monétise (retranscrit un impact en apports monétaires) chacun des aspects pris en compte, ce qui, même pour un projet de monnaie complémentaire, a peu de sens quand on veut calculer les impacts du projet sur le bien-être des utilisateurs.

²³ REDF (2000), *SROI Methodology*, The Roberts Foundation , San Francisco

D. Méthodologie adoptée

Afin de déterminer des indicateurs à même de contribuer à l'évaluation d'un projet de monnaie complémentaire, la méthodologie utilisée a été faite en trois étapes.

Tout d'abord, après les différentes recherches faites pour définir le cadre de ce travail, les différentes perspectives et les objectifs définis pour chaque perspective ont été construits sur base uniquement théorique, et par la suite, imposée arbitrairement aux différents acteurs présents dans les étapes suivantes à des fins de non-complication des débats et différents échanges.

Par la suite, nous avons contacté différents porteurs et quelques "experts" des projets de monnaies complémentaires en Belgique. L'attrait d'un *focus-group* de discussions semblait le plus utile afin de dégager une meilleure émergence de l'intelligence collective, mais les distances et les différentes et multiples occupations de ces personnes fait qu'une méthodologie par *interviews non dirigées* fut plus à même de faire avancer le travail en temps et en heures. Les différentes interviews n'ont pas été repris dans les annexes de ce travail étant donné qu'a été repris les données brutes récoltées de ces échanges et qui seront utilisées dans les pages qui suivront.

Ces données brutes ont permis, assez directement, de lister une série d'indicateurs-clés liés aux projets spécifiques de monnaie complémentaire. Ces indicateurs, sans avoir été, à la base, pensés pour convenir aux objectifs spécifiques, ont pu aisément trouver une place dans les différentes perspectives et surtout aux différents objectifs des projets de monnaie listés et décortiqués précédemment. La manière dont ces indicateurs pourront être relevés dépendra du type d'indicateur, les indicateurs directs, indirects, objectifs et subjectifs.

Enfin, à des fins de test de ces objectifs et indicateurs nouvellement créés, nous avons proposé aux porteurs de projets qui ont participé aux étapes préliminaires et qui ont accepté de répondre à ce dernier questionnaire par rapport à leur projet et selon leur point de vue.

V. Construction d'indicateurs de performance

A. Identifier et classer les indicateurs

La méthode qui a été préférée dans le cadre de ce travail, est de trouver, et surtout d'identifier des indicateurs à même de pouvoir mesurer le travail effectué, la plus-value donnée, par rapport aux missions et donc aux objectifs que c'est donnée le projet. Afin d'identifier ces indicateurs, les discussions avec les "experts" en monnaies complémentaires et les porteurs de projets rencontrés ont permis de faire émerger une série de pistes qui ont toute leur importance :

- Volume monétaire sur le marché
- Nombre d'utilisateurs dans le réseau
- Nombre de prestataires dans le réseau
- Taux de fidélisation des utilisateurs aux prestataires
- Effet de substitution observé chez les prestataires vers des fournisseurs locaux
- Nombre d'échanges par utilisateurs sur base annuelle ou mensuelle
- Taux de circulation de la monnaie
- Taux de reconversion de la monnaie en monnaie officielle
- Évolution du lien de confiance entre l'utilisateur et le prestataire
- Création d'un dialogue sur le prix entre l'utilisateur et le prestataire
- Évolution des achats par les utilisateurs de produits plus éthiques
- Évolution des achats par les utilisateurs de produits plus sains
- Évolution des achats par les utilisateurs de produits moins polluants
- Diminution effective de la consommation des utilisateurs
- Volume monétaire créé par crédit
- Nombre de projets soutenus par le crédit
- Participation des adhérents aux organes décisionnels du projet
- Implication hors projet des adhérents
- Nombre de systèmes économiques alternatifs au sein du réseau
- Nombre d'adhérents actifs dans des systèmes économiques alternatifs existants
- Création de systèmes économiques alternatifs avec des adhérents
- Évolution des échanges sociaux entre adhérents
- Évolution des échanges sociaux des adhérents avec les membres de leur communauté
- Évolution du temps consacré aux relations
- Pourcentage des échanges faits entre particuliers
- Développement interne d'un réseau d'échange informel
- Nombre d'adhérents actifs dans la sphère militante liée aux problématiques financières
- Taux de lecture des outils de communication (site, newsletter, tracts...)

L'importance de la plupart des indicateurs qui ont émergé de ces discussions réside souvent dans l'évolution, période après période de ces indicateurs (*comparaison verticale*). Il est aussi possible de comparer ces indicateurs avec d'autres projets similaires (*comparaison horizontale*), peut-être moins utile au vu de la diversité des monnaies complémentaires et des objectifs spécifiques.

Une distinction qui n'a pas encore été faite concernant ces indicateurs, et pourtant fondamentale, est l'identification des indicateurs objectivables et basés sur une indication précise et non sujette à

interprétation relative ; et les indicateurs subjectifs qui peuvent faire l'objet d'un point de vue spécifique (de l'utilisateur ou des personnes à la base de l'évaluation du projet).

Indicateurs objectivables	Indicateurs subjectifs
<ul style="list-style-type: none"> • Volume monétaire sur le marché • Nombre d'utilisateurs dans le réseau • Nombre de prestataires dans le réseau • Taux de fidélisation aux prestataires • Effet de substitution des fournisseurs • Nombre d'échanges par utilisateurs • Taux de circulation de la monnaie • Taux de reconversion de la monnaie • Évolution des achats de produits plus éthiques • Évolution des achats de produits plus sains • Évolution des achats de produits moins polluants • Diminution effective de la consommation • Volume monétaire créé par crédit • Nombre de projets soutenus par le crédit • Nombre de SEA au sein du réseau • Nombre d'adhérents actifs dans des SEA existants • Création de SEA avec des adhérents au projet • Pourcentage des échanges faits entre particuliers • Nombre d'adhérents actifs dans la sphère militante • Taux de lecture des outils de communication • Développement d'un réseau d'échange informel • Implication hors-projet des adhérents 	<ul style="list-style-type: none"> • Évolution du lien de confiance • Création d'un dialogue sur le prix • Participation des adhérents aux organes décisionnels du projet • Évolution des échanges sociaux entre adhérents • Évolution des échanges sociaux des adhérents avec les membres de leur communauté • Évolution du temps consacré aux relations

Cette nouvelle distinction des indicateurs créés pose le problème de l'interprétation des données récoltées. Notamment en ce qui concerne l'évolution des relations et échanges sociaux. Mais, si ces indicateurs conservent de période en période, les mêmes outils de collectes, le biais imposé par cet aspect subjectif peut être partiellement diminué.

Enfin, une distinction nécessaire et même primordiale de ces indicateurs est le classement de ces indicateurs au-vu des différents objectifs identifiés dans ce travail. Nous constatons que les différents indicateurs sont parfaitement en corrélation avec les objectifs définis. Même si la liste des indicateurs n'est pas exhaustive, et que beaucoup d'autres peuvent exister ou se dégager via d'autres discussions et études, nous pouvons constater que les objectifs définis via les différentes perspectives semblent recouvrir la plupart des aspects et indicateurs.

Via les discussions avec les autres porteurs de projets, d'autres objectifs ont aussi émergé, notamment avec le projet du Robin²⁴ avec Monsieur Flament, mais il semble que les objectifs qu'il ait cité notamment dans les réponses au questionnaire en annexe (réduction de la pauvreté, plein-emploi, amélioration du pouvoir d'achat, réduction de la criminalité...) ne coïncident pas

²⁴ Le site du projet monétaire du Robin : http://www.club-robin.org/crbst_5.html

exactement avec les projets plus modestes et moins macro-économique de la plupart des projets de monnaies complémentaires existants.

Une chose qui a été aussi très intéressante à relever via ce questionnaire aux porteurs de projets, est la différence de perception qu'il peut y avoir entre deux porteurs d'un même projet. Le cas de l'Epi Lorrain²⁵ est très intéressante à analyser ; en effet, les deux répondants ont plus ou moins la même conception de l'intérêt porté aux différents indicateurs pour leur projet, mais la perspective principale ainsi que les objectifs principaux du projet sont différents pour chacun. Avec une vision militante et un objectif politique pour l'un et une vision développement soutenable et des objectifs plutôt socio-économique pour le second. Cette vision coïncide bien avec les raisons de chacun d'avoir rejoint un tel projet et relève parfaitement la diversité interne dans ces projets.

Perspectives	Objectifs	Indicateurs possibles
Classique	Relocaliser les échanges	<ul style="list-style-type: none"> Volume monétaire sur le marché Nombre d'utilisateurs dans le réseau Nombre de prestataires dans le réseau Taux de fidélisation aux prestataires Effet de substitution des fournisseurs
	Dynamiser les échanges	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'échanges par utilisateurs Taux de circulation d'un billet Pourcentage annuel de reconversion des billets
	Transformer la nature des échanges	<ul style="list-style-type: none"> Évolution du lien de confiance Création d'un dialogue sur le prix
Développement soutenable	Modifier les comportements d'achats	<ul style="list-style-type: none"> Évolution des achats de produits plus éthiques Évolution des achats de produits plus sains Évolution des achats de produits moins polluants Diminution effective de la consommation
	Favoriser l'inclusion sociale	<ul style="list-style-type: none"> Volume monétaire créé par crédit Nombre de projets soutenus par le crédit
	S'approprier le territoire	<ul style="list-style-type: none"> Participation des adhérents aux organes décisionnels Implication hors-projet des adhérents
Villes en transition	Favoriser les nouveaux modes de consommation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de SEA au sein du réseau Nombre d'adhérents actifs dans des SEA existants Création de SEA avec des adhérents au projet
	Tisser du lien social	<ul style="list-style-type: none"> Évolution des échanges sociaux entre adhérents Évolution des échanges sociaux des adhérents avec les membres de leur communauté Évolution du temps consacré aux relations
	Valoriser l'économie informelle	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage des échanges faits entre particuliers Développement d'un réseau d'échange informel
Militante	Sensibiliser aux problèmes actuels	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'adhérents actifs dans la sphère militante Taux de lecture des outils de communication
Autonomiste	Développer la souveraineté politique	/

²⁵ Le site du projet monétaire de l'Epi Lorrain : <http://www.enepisdubonsens.eu/>

B. Collecter les données

La manière dont ces indicateurs sont collectés définit énormément les résultats qui en sortiront. Aussi, les méthodes utilisées méritent que l'on s'y attarde un peu.

1. Analyse du projet initial

Tout d'abord, et avant de collecter les informations sur les indicateurs décrits, il est utile **d'analyser les dispositifs** qui ont été mis en place à l'intérieur du projet. Ces dispositifs ont déjà été étudiés dans le chapitre III de ce travail. Leur utilité est loin d'être marginale, car, en plus de valider les objectifs du projet, ils expliquent en grande partie les résultats que peuvent présenter les indicateurs. En effet, une monnaie complémentaire ayant mis en place un dispositif de crédit à taux zéro, aura un potentiel d'émission monétaire bien plus large qu'un projet monétaire qui a choisi de ne pas émettre de billets via un système de crédit.

Le cadre et l'environnement autour du projet auront aussi une influence considérable sur l'interprétation des résultats des indicateurs. Il paraît en effet logique qu'une monnaie mise en place dans une ville comme Liège (plus de 600,000 habitants en 2010 en comptant l'agglomération) n'aura pas le même potentiel de développement en termes de montant en circulation qu'une ville comme Meix-devant-Virton qui compte moins de 3,000 habitants en 2010.

Ces distinctions induites par chaque projet, ces différences fondatrices entre chaque projet rappellent encore la difficulté et l'incohérence qui pourrait résulter d'une comparaison horizontale entre les différents projets par rapport à leurs objectifs, et, par là, renforcent l'utilité de ne comparer que ce qui peut être comparable, c'est-à-dire l'évolution et les comparaisons dans le temps.

2. Utilité d'une comptabilité sociétale de projet

Que cela soit pour une entreprise sociale, ou un projet citoyen, quel que soit le type de projet mis en place, un outil qui doit être développé au plus tôt et qui doit tenter d'être le plus complet possible, concerne ce que nous appellerons une "**comptabilité sociétale**". Comme nous l'avons exprimé précédemment, la comptabilité classique, qui doit être tenue lorsqu'il y a personnalité juridique au sens légal du terme comme une ASBL, ne suffit pas du tout à évaluer les différentes missions de l'organisation.

Aussi, l'objectif est de mettre en place une autre forme de comptabilité qui référencera un maximum de données du projet afin de pouvoir utiliser ces données dans une potentielle évaluation de projet après un certain temps.

Le fait est qu'un projet qui se lance seulement, n'a pas du tout comme impératif de commencer à relever toutes les opérations sociétales (comme le nombre de billets émis, le nombre de reconversions de billets ou simplement le nombre d'utilisateurs inscrit) mais l'importance de ces données sera cruciale dans les périodes suivantes du projet.

3. Questionnaires aux utilisateurs

Nous avons parlé d'indicateurs objectifs et d'indicateurs subjectifs, et il apparaît évident que les indicateurs subjectifs se doivent donc d'être collectés à la source même des données, c'est-à-dire, chez l'utilisateur de la monnaie lui-même.

Mais pourtant, certains indicateurs que l'on pourrait nommer objectifs par définition doivent parfois être collectés aussi de manière subjective auprès des utilisateurs du projet.

Ce sera notamment le cas pour les monnaies complémentaires ne disposant pas d'une interface d'échange totalement informatisée²⁶. Ainsi, un nouveau classement des indicateurs doit être fait, notamment pour les cas de projet non informatisé. Celui-ci devra être étendu aussi dans le cas où le projet n'a pas mis en place une comptabilité sociétale minimale.

Récolte de données automatique	Récolte de données par les utilisateurs
<ul style="list-style-type: none"> Volume monétaire sur le marché Nombre d'utilisateurs dans le réseau Nombre de prestataires dans le réseau Taux de fidélisation aux prestataires Effet de substitution des fournisseurs Nombre d'échanges par utilisateurs Taux de circulation d'un billet Pourcentage annuel de reconversion des billets Nombre de SEA au sein du réseau Nombre d'adhérents dans des SEA existants Création de SEA avec des adhérents au projet Taux de lecture des outils de communication Développement d'un réseau d'échange informel Implication hors-projet des adhérents 	<ul style="list-style-type: none"> Évolution du lien de confiance Création d'un dialogue sur le prix Participation des adhérents aux organes décisionnels du projet Évolution des échanges sociaux entre adhérents Évolution des échanges sociaux des adhérents avec les membres de leur communauté Évolution du temps consacré aux relations Évolution des achats de produits plus éthiques Évolution des achats de produits plus sains Évolution des achats de produits moins polluants Diminution effective de la consommation Pourcentage des échanges faits entre particuliers Nombre d'adhérents actifs dans la sphère militante

Ainsi représentée, l'utilité du questionnaire aux utilisateurs de la monnaie paraît être fondamentale dans une optique d'évaluation de la mission du projet avec presque la moitié des données relatives aux indicateurs collectés par questionnaires.

Maintenant, ces indicateurs relèvent plus des visions et objectifs attribués aux projets de monnaies complémentaires liés aux perspectives du développement soutenable et aux villes en transition.

Dans le cadre d'une monnaie complémentaire plutôt "classique" l'utilité de cette méthode de collecte d'information peut s'avérer moins utile aux vu des objectifs visés. Mais comme nous

²⁶ Le *sol* est une des seules monnaies complémentaires utilisant une interface complètement informatisée <http://www.sol-reseau.org>

l'avons vu, les récents projets de monnaies complémentaires tendent de plus en plus à se diversifier et à inclure des perspectives de plus en plus holistiques, cette méthode de collecte restera donc quelque chose d'assez indispensable pour les futures évaluations.

C. Conception d'un tableau multidimensionnel

Pierre de fronde et outil indispensable de l'évaluation d'un projet de ce type, le tableau multidimensionnel est un outil standardisé permettant une évaluation transversale de première importance. « *Sans doute convient-il de reconnaître que la complexité des questions en jeu exige une réponse également complexe, que seule une analyse "multicritères", constituée d'un ensemble ordonné d'indicateurs complémentaires, quantitatifs et qualitatifs, monétaires et non monétaires, sectoriels et transversaux, semble en mesure d'apporter.* » (Mertens et Marée, 2012).

Le besoin de standardisation est nécessaire afin de garder une cohérence, périodes entre périodes, et de pouvoir comparer des résultats comparables entre eux. Maintenant, ce besoin de standardisation ne requiert pas pour autant que le projet ne soit pas ouvert à l'élargissement des indicateurs ; au contraire, selon l'évolution des objectifs et des dispositifs, le besoin d'inclure de nouveaux indicateurs, doit se faire au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Cette visualisation permet de mettre en perspective :

1. Les différents **objectifs définis** par les porteurs du projet lors de la création du projet, ou inclus dans la vision long-terme du projet après la création ;
2. Les **autres objectifs** qui ne sont pas définis par le projet, mais qui s'incluent dans la perspective définie et acceptée par le groupe porteur du projet ;
3. Les **dispositifs mis en place** à l'intérieur du projet et permettant une cohérence avec les objectifs, mais permettent aussi d'expliquer et de justifier l'évolution des résultats des indicateurs de période en période ;
4. Les **indicateurs et ses résultats** eux-mêmes (première colonne des résultats) avec son évolution depuis la dernière période d'évaluation ou de suivi du projet (deuxième colonne).

Ce tableau est bien entendu personnalisable et doit s'adapter au projet spécifique mis en place.

Pour illustrer cet outil de tableau multidimensionnel, imaginons un projet de monnaie complémentaire lancé au premier janvier 2013 dans une ville belge. La perspective de lancement du projet repose sur la vision du développement soutenable et entretient de bons rapports avec la vision de la transition écologique, tout en étant en contact avec la ville en transition sur place. Le projet évolue au fur et à mesure des réflexions et des possibilités financières et mobilisatrices autour du projet. Ce projet fait l'objet d'une évaluation trimestrielle depuis le premier janvier 2014.

Dans cet exemple fictif, deux dispositifs ont été ajoutés un an après le lancement de la monnaie complémentaire, il s'agit des deux types de chartes qui ont déjà été définis dans le chapitre III. Cette indication se doit d'être présente dans l'analyse des résultats afin de mieux les appréhender.

Certains indicateurs s'estiment par un taux de changement, c'est pourquoi il faut convenir d'une date de comparaison à partir de laquelle le calcul peut être envisagé. Pour le cas de l'évolution de l'achat de produits spécifiques (bio, commerce équitable, locaux), la date de mise en circulation de la monnaie a été choisie. En effet, cet indicateur est récolté sur base de questionnaires aux utilisateurs, il n'y a donc pas eu besoin de mettre en place un outil de comptage d'achat dès le lancement du projet. À noter que pour ces indicateurs d'achats, il y a eu une personnalisation de leur dénomination puisque les porteurs de projets ont décidé de prendre comme critère les achats dépendant de labels spécifiques (issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique) et un critère arbitraire pour l'indicateur local (produit à moins de 50 km du lieu de vente).

Autre information utile, l'objectif lié à la multiplication du lien social a été acté par le groupe porteur au premier janvier 2014, un an après le lancement du projet, avec la création d'un code de courtoisie des échanges entre adhérents au projet. Mais la première évaluation de ces échanges a été conçue sur base de questionnaires aux utilisateurs au premier septembre 2014. C'est donc cette date qui a été choisie comme date de départ pour l'évaluation de cet indicateur. Ce questionnaire est distinct actuellement du questionnaire anciennement mis en place par le groupe porteur du projet, et ne se fait pour l'instant que sur base annuelle. Il n'y a donc pas encore lieu de le comparer puisque la seconde enquête n'a pas encore été réalisée.

Objectifs	Dispositifs	Indicateurs	Résultats	
Définis			<i>Au 01/04/15</i>	<i>Depuis 01/01/15</i>
Dynamiser les échanges	<ul style="list-style-type: none"> - Fonte monétaire - Accès au crédit 	Taux de fidélisation aux prestataires	12,00%	+2,00%'
		Effet de substitution des fournisseurs	7,40%	+0,50%'
		Nombre d'échanges par utilisateurs	55	+8,00%'
		Taux de circulation d'un billet	32	-5,00%'
		Pourcentage de reconversion des billets	34,80%	-9,40%'
Modifier les comportements	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation à certains prestataires - Chartes prestataires (01/01/2014) 	Évolution des achats de produits <i>équitables</i> (01/01/2013)	17,70%	-1,30%'
		Évolution des achats de produits <i>biologiques</i> (01/01/2013)	15,40%	+2,50%'
		Évolution des achats de produits <i>locaux 50km</i> (01/01/2013)	29,80%	+6,00%'
		Diminution effective de la consommation (01/01/2013)	7,10%	+2,10%'
Non définis (mais accepté)			<i>Au 01/09/14</i>	/
Tisser du lien social (01/01/2014)	<ul style="list-style-type: none"> - Chartes entre utilisateurs (01/01/2014) 	Évolution des échanges sociaux internes (01/09/2014)	27,60%	/
		Évolution du temps consacré aux relations (01/09/2014)	8,00%	/

D. Aller plus loin

Au lancement de la réflexion concernant ce mémoire, et au vu des différentes lectures qui ont suivi, notamment concernant les indicateurs alternatifs de performance, l'idée de la mise en place d'un indicateur synthétique lié aux projets de monnaies complémentaires commençait à prendre du sens. Mais cette idée, et la mise en place d'un tel indicateur synthétique (qui aurait pu prendre le nom d'empreinte monétaire dans la réflexion initiale) est apparue de plus en plus complexe à mettre en place à la lumière de certaines considérations.

1. La monétarisation en question

« Au-delà des problèmes purement pratiques qu'elles posent, les techniques (ndlr de monétarisation) soulèvent, parmi les économistes, nombre de questions quant à la validité et à la pertinence des mesures obtenues, tout impact n'étant pas nécessairement réductible à une valeur monétaire. [...] Chercher à "monétariser" à tout prix n'est peut-être pas la voie la meilleure pour faire ressortir la plus-value que peuvent apporter les entreprises sociales au niveau sociétal. » (Mertens et Marée, 2012).

Afin d'obtenir un indicateur synthétique, il faut que toutes les variables, tous les indicateurs liés à l'évaluation du projet, se trouvent sur le même échelon de comparabilité. C'est pourquoi l'aspect monétaire est choisi comme variable de base pour l'évaluation. Mais cela implique de réduire tous les indicateurs à une estimation monétaire. Imaginons alors les indicateurs liés au développement des liens sociaux entre les gens d'une communauté réduit en une considération monétaire ! C'est bien sûr possible, et encore faut-il prendre cette possibilité avec des pincettes car tous les impacts liés à la création de liens sociaux ne sauraient être pris en compte dans une vision exhaustive et sociologique. Mais si cela restait possible, aimerais-nous restreindre nos liens sociaux à une plus-value monétaire ? Éthiquement parlant, et surtout, considérant les cadres de développement des projets, quel sens donner à cet indicateur ainsi réduit ?

2. Les indicateurs synthétiques

« A fortiori convient-il de considérer avec beaucoup de réserves les évaluations globales qui prétendent mesurer à l'aide d'un seul chiffre la performance de l'entreprise sociale en additionnant des mesures monétaires relatives à différents types d'impacts et recourant à des techniques très diverses. » (Mertens et Marée, 2012)

L'idée d'un indicateur synthétique peut paraître attrayante et très utile. Ce genre d'indicateur rassemblant toutes les performances sociales en un indicateur global est d'ailleurs très facile à utiliser une fois construit et médiatiquement très féconde. Mais reflète-t-il vraiment la complexité

des tenants et aboutissants du projet ? Comment remettre un indicateur synthétique dans un contexte comparable alors que le développement de projets de monnaies complémentaires dépend énormément de son contexte géographique, et de la complexité et la diversité des objectifs qu'il englobe ?

Ces indicateurs peuvent avoir du sens, mais dans le cadre d'organisations et de projets sociétaux restreints, ils semblent avoir beaucoup moins de sens. Ce genre d'outils est peut-être à préférer pour des comparaisons macro-économiques et au moins à dimension d'une entité économique globale.

3. Vers une vision macroéconomique ?

Pourtant, une monnaie est le cœur même d'un système économique, et si l'économie d'un pays peut faire l'objet d'une évaluation globale avec des indicateurs synthétiques englobant plusieurs dimensions (économiques, sociales et environnementales) il est théoriquement possible de faire la même chose dans un projet monétaire parallèle au système monétaire dominant. Mais il s'agit plus d'une idée conceptuelle que d'un projet réaliste considérant l'état actuel des projets de monnaies complémentaires (échelle locale, outils insuffisants, organisation autour de bénévoles).

Mais des projets plus globaux sont en réflexion ces dernières années. Comme le projet de l'économiste Philippe Derudder autour d'une monnaie nationale complémentaire²⁷.

Ce sont des projets qui pourraient se prêter à une évaluation et une comparaison raisonnable entre deux systèmes cohabitant ensemble, mais encore une fois, il faut pouvoir comparer ce qui est comparable, et dans l'état actuel des projets de monnaies complémentaires, il faut pouvoir concéder l'impossibilité de ce genre d'évaluation synthétique et comparative.

²⁷ P. Derudder et A-J. Holbecq ; *Une monnaie nationale complémentaire*, Editions Yves Michel, 2011)

VI. Conclusion

Tout reste à construire pour ces projets ambitieux par leurs objectifs et petits par leurs tailles et leurs confinements géographiques. Mais, par ce travail, une première pierre dans leur évaluation a été lancée, Espérons que cette pierre ne sera pas jetée à l'eau.

Car malgré leurs portées restreintes, ces projets proposent une nouvelle vision de faire société et d'échanger. Dont le développement de ces dernières années ne peut que présager un futur prometteur pour ces projets.

Les outils d'évaluation de ces projets devront donc eux aussi se développer proportionnellement au développement conjoint de ces projets. Les périodes de crise seront toujours des moments d'émulsion et de création de nouveaux systèmes, parce qu'il y a d'autant plus de problèmes à régler dans ces périodes.

Mais les nouvelles perspectives de développement des monnaies complémentaires se concentrent en plus vers de nouveaux objectifs que les "simples" objectifs économiques. Leur déploiement aura alors du sens tant que ces problèmes généraux du système mondialisé dans lequel nous sommes ne changent pas. Il y a donc sans doute encore beaucoup à faire, et beaucoup à évaluer dans ces prochaines décades.

Les outils de perspectives n'ont pas pour objet d'être totalement exhaustif, malgré le cadre déjà restreint limité à certains types de monnaies complémentaires (citoyennes et locales) mais permettent quand même à chacun de s'y retrouver et d'avoir quelques grilles d'analyses de décryptage des composantes de chaque projet.

Les outils d'évaluations proposés sont encore des outils qui se doivent d'être perfectionnés, mais le développement qui a été réalisé est novateur autant qu'il a été donné de le voir, et propose lui-aussi, quelques grilles d'analyse qui permettra aux porteurs de projets de monnaies complémentaires de développer des outils adaptés à leurs propres projets de manière plus aisée.

VII. Bibliographie

- AGLIETTA, M. & ORLEAN, A. 2002. ; *La monnaie entre violence et confiance*. Odile Jacob.
- ARNSPERGER, C. 2010. ; *Les cinq 'fronts' d'une transition véritable*. UCL, consulté en ligne le 12/07/2012, <<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/etes/documents/ARNSPERGER-Transition.VeritabVe.15.12.2010.pdf>>.
- BAYON, D. & SERVET, J-M. 1998. *Les SEL. Vers un nouveau monde citoyen et solidaire* . La Revue du Mauss semestrielle, n°11.
- BLANC, J. 2000. *Les monnaies parallèles, Unité et diversité des monnaies*, L'Harmattan, Paris.
- BLANC, J. 2002. *Formes et rationalités du localisme monétaire*. L'Actualité économique, vol. 78.
- BLANC, J. & FARE, M. 2011. *Le rôle des pouvoirs publics dans le déploiement de monnaies sociales*, Territoires, n°515.
- BLANC, J. 2006. ; *Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006*. Economica, Paris.
- BOWRING, F. 2000. ; *Les Sel et les inégalités sociales*. La Revue du Mauss semestrielle, n°15.
- DERUDDER, P. & HOLBECQ A-J. 2011. ; *Une monnaie complémentaire nationale*. Yves Michel, Gap (France).
- GADREY, J. 2007. ; *Les nouveaux indicateurs de richesse*. La Découverte, Paris.
- GESELL, S. 1948. *L'ordre économique naturel*, Marcel Rivière, Paris.
- GRECO Jr., T.H. 2006. ; *Réinventer l'argent : un remède à l'exclusion financière*. in Blanc, J. 2006. ; *Exclusion et liens financier, rapport du centre Walras 2005-2006*, Economica, Paris.
- HOPKINS, R. 2010. ; *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Silence, Montreal.
- JACKSON, T. 2010. ; *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, de Boeck, Bruxelles.
- JONET, C. 2010. ; *Introduction à la transition écologique et économique*. Publication du centre culturel de Barricade, consulté en ligne le 16/06/2012.
<http://www.barricade.be/IMG/pdf/Introductiona_la_transition.pdf>.
- LATOUCHE, S. 2005. ; *L'invention de l'économie*, Albin Michel, Paris.
- LIETAER, B. & KENNEDY, M. 2009. ; *Monnaies régionales : De nouvelles voies vers une prospérité durable*. Charles Léopold Mayer, Paris.
- MERTENS, S. & MAREE, M. 2012. ; *La performance de l'entreprise sociale : définitions et techniques de mesure*. Publication du centre d'économie sociale de l'Université de Liège.

MERTENS, S & MAREE, M. 2008. ; *Définir l'économie sociale en Belgique*. Publication du centre d'économie sociale de l'Université de Liège. Consulté en ligne le 07/08/12.
<<http://hdl.handle.net/2268/12724>>.

NORTH, P. 2010. ; *Local Money. How to make it happen in your community*. Transition Book, Green Books, Totnes.

SERVIGNE, P. 2011. ; *La résilience, un concept-clé des initiatives de transition*. Publication du centre culturel de Barricade, consulté en ligne le 06/08/2012.
<http://www.barricade.be/IMG/pdf/Pablo_-_Resilience.pdf>

SEYFANG, G. 2006. ; *Une évaluation des banques du temps comme outil d'inclusion sociale*. in BLANC, J. 2006. ; *Exclusion et liens financier, rapport du centre Walras 2005-2006*, Economica, Paris.

SERVET, J.-M. 1993. ; *L'institution monétaire de la société selon Karl Polanyi*. Revue économique, Volume 44.

TOUSSAINT, E. & al. 2011. ; *La dette ou la vie*, Aden, Bruexelles.

VIVERET, P. 2002. *Reconsidérer la richesse*. Rapport d'étape de la mission, nouveaux facteurs de richesses, Paris, consulté en ligne le 07/07/2012,
<<http://www.ladocumentationfrançaise.fr/rapports-publics/024000191/index.shtml>>.

VIII. Tables des annexes

1. Document de travail interne du projet de monnaie complémentaire liégeoise
2. Questionnaire pour les porteurs de projets de monnaies complémentaires
3. Tableau synthétique des réponses au questionnaire (sans réponses aux questions ouvertes)

1. Le Valeureux détail du projet

Deuxième bouture du projet de monnaie liégeoise pour la réunion du 11 juin 2012 à Barricade
Document non confidentiel

Objectifs de la monnaie citoyenne

Aspects économiques

Créer de la résilience en renforçant et en valorisant l'économie locale, les filières courtes et la consommation socialement et écologiquement responsable par un changement d'habitudes ;
Soutenir des initiatives soutenables, et favorisant notamment la souveraineté alimentaire ;
Créer du lien social sur base locale tout en favorisant les échanges.

Aspects sociaux

Envoyer un message symbolique, mais fort à nos représentants ;
Rendre de la valeur à des savoirs faire actuellement non valorisés par l'économie dominante ;
Se prémunir d'une potentielle chute des monnaies officielles ;
Lancer un projet qui sera un atout pour nos partenaires, non un tracas supplémentaire.

Aspects psychologiques

Se réapproprier la monnaie, lui donner du sens, des valeurs ;
Prendre du plaisir par la reprise en main citoyenne de l'économie et de son outil emblématique ;
Provoquer des débats sur la valeur réelle des choses par la discussion sur les prix.

Processus de création de la monnaie

Soit par l'achat de Valeureux en Euro ;
Soit par la vente d'un bien ou un service pour un prix payé en Valeureux.

Des billets valables 365 jours après émission.
Nécessitant une mise à jour payante pour sa remise en circulation après les 365 jours.
Pouvant être utilisé après sa date de péremption par les prestataires pour l'acquisition de services divers auprès de l'organisme émetteur (appelé ici « *banque centrale* » par facilité) comme un service d'outils de promotion et de communication.

La création par achat

J'achète des Valeureux à la banque centrale (avec un différentiel d'achat, non cumulatif).
Pour les échanges, la valeur d'un € = celle d'un Valeureux. Le Valeureux n'est pas reconvertible.

La création par échange

J'achète ou je vends des biens/services annotés sur un tableau bilatéral de « création de valeur » (voir tableau en fin de feuillet). Le prix est alors libre, il est le fruit d'une négociation.

Processus de dépense :

- Soit j'achète des biens/services dans le réseau des particuliers en payant avec mes billets ;
- Soit j'achète des biens/services dans le réseau des prestataires partenaires en partie ou en totalité selon le partenariat, avec un minimum 5% ou l'équivalent de la plus petite unité émise.

Le point du vue du prestataire partenaire :

Le paiement autorisé en € correspond à une ristourne. Dans sa comptabilité, le prestataire ne déclare que le prix effectivement payé en €, comme s'il avait fait une promo à la vente.

Avec les Valeureux reçus, le prestataire partenaire peut :

- Les dépenser pour lui ou ses travailleurs ;
- Les donner à des clients, des fournisseurs ou toute personne l'acceptant ;
- Acheter de l'espace publicitaire par différents outils mis à disposition par la banque centrale.

Éléments généraux du système :

Il se veut simple pour démarrer rapidement et se construire petit à petit ; Monnaie évolutive

Il doit être piloté par un comité directeur de la banque centrale ou nous dirions plutôt par un comité de création de vraie richesse, bref un groupe de pilotage. Ce comité sera aussi en charge des réserves de change et de l'utilisation qui pourra être faite des potentiels surplus du projet. Citons l'achat de terres agricoles, une banque de semences...

La surface géographique d'action serait délimitée par une zone de chalandise au sein de laquelle on peut se déplacer raisonnablement et au quotidien à pieds ou à vélo en une journée maximum.

Un site internet avec un système convivial : de collation des offres et demandes des particuliers, des offres des prestataires partenaires et une liste à jour, d'information sur le développement du réseau, à voir aussi en tant que compartiment du site « liège en transition ».

Le tableau « création de valeur » :

- Une feuille de papier émise par la banque.
- Nominative pour une personne qui s'inscrit dans le réseau
- Avec un tableau de dix lignes
- Une colonne achat et une colonne vente
- Chaque ligne correspond à une transaction
- Chaque transaction est datée.
- Chaque transaction est mentionnée deux fois : une fois dans la colonne vente sur la feuille du vendeur et un fois dans la colonne achat de l'acheteur. Chacun signe la feuille de l'autre.
- Quand les dix lignes sont complétées, le détenteur de la feuille complète se rend à banque :
 - Soit le solde est positif et il reçoit le solde achat/vente en billets V ainsi qu'une nouvelle feuille vierge à son nom dûment datée.
 - Soit le solde est négatif et il paie alors la différence en Euro et reçoit lui aussi une nouvelle feuille vierge.

Dans tous les cas, les feuilles « création de Valeur » sont conservées à la banque et permettent d'évaluer la masse monétaire en circulation. (En complément des Valeureux achetés).

2. Questionnaire sur les monnaies complémentaires – Mémoire Liesenborghs Alexandre

1. Quel est le nom et le lieu d'implantation du projet de monnaie dans lequel tu es actif :
2. Pourrais-tu le décrire en quelques phrases (description et caractéristiques) :
3. Pourrais-tu m'expliquer en quelques phrases pourquoi tu es rentré dans ce projet :
4. Provient-il au départ d'une initiative citoyenne / associative :
5. Quel serait pour toi, entre ces perspectives, celle qui définirait le mieux le cadre du projet :
 - Monnaie plutôt classique sans recherche initiale d'une perspective particulière
 - Monnaie plutôt dans une perspective de développement soutenable
 - Monnaie plutôt dans une perspective liée à la transition écologique
 - Monnaie plutôt dans une perspective militante et de sensibilisation du grand public
 - Monnaie plutôt dans une perspective autonomiste ou de souveraineté politique locale
 - Monnaie dans une tout autre perspective qui serait alors :

Remarques :

6. Quel serait pour toi, les deux catégories d'objectifs principales du projet :
 - Objectifs sociaux
 - Objectifs économiques
 - Objectifs écologiques
 - Objectifs politiques

Remarques :

7. Voici une série de dispositifs courants dans les projets de MC, peux tu me dire lesquels sont actuellement actifs dans ton projet :
 - Applicabilité à une zone déterminée :
 - Accès facile au crédit :
 - Mécanisme de fonte :
 - Personnalisation des outils à des fins de réflexion sur le système marchand :
 - Limitation des achats à certains produits :
 - Limitation des achats chez certains prestataires :
 - Création de chartes (par exemple d'évolution des fournisseurs) pour les prestataires :
 - Dispositif social spécifique :
 - Dynamiques participatives internes :
 - Transparence effective du projet :
 - Inclusion des initiatives d'économie alternative à l'intérieur du projet :
 - Création de chartes (par exemple d'échange ou de courtoisie) pour les utilisateurs :
 - Valorisation des échanges inter-personnels :
 - Prise en compte des autres manières de compter comme le temps :
 - Messages militants ou de sensibilisation à l'intérieur des outils de communication du projet :
 - Messages de politique souveraine locale à l'intérieur des outils de communication du projet :

Remarques :

8. Pourrais-tu classer de 1 à 11 ces objectifs selon l'importance que tu leur accordes :
Avec 1, l'objectif le plus important et 11, l'objectif le moins important. Une "/" pour indiquer que ce n'est pas un objectif applicable à ton projet.

- Favoriser les nouveaux modes de consommation
- Dynamiser les échanges (locaux)
- Valoriser l'économie informelle
- Sensibiliser aux problèmes du monde actuel
- Modifier les comportements d'achats
- Relocaliser les échanges
- Transformer la nature des échanges
- Favoriser l'inclusion sociale
- S'approprier le territoire
- Développer la souveraineté politique locale
- Tisser du lien social

Remarques :

9. Voici une série d'indicateurs, il faudrait que tu me dises pour chacun d'eux, s'il est applicable à ton projet et si tu le juges important.

Par applicable, j'entends la question de l'information, est-il théoriquement possible actuellement de la connaître, soit via les chiffres de votre projet, soit via des questionnaires aux utilisateurs. Et par important, j'aimerais que tu estimes cette importance sur une échelle de 1 à 5. Le 1 étant le plus important, le 5 le moins importants, à 3 tu préfères ne pas donner d'avis.

Indicateurs	Applicable Oui / Non	Important De 1 à 5
- Volume monétaire sur le marché		
- Nombre d'utilisateurs dans le réseau		
- Nombre de prestataires dans le réseau		
- Taux de fidélisation des utilisateurs aux prestataires		
- Effet de substitution observé chez les prestataires vers des fournisseurs locaux		
- Nombre d'échanges par utilisateurs sur base annuelle ou mensuelle		
- Taux de circulation d'un billet sur base annuelle ou mensuelle		
- Pourcentage annuel de reconversion des billets en monnaie officielle		
- Évolution du lien de confiance entre l'utilisateur et le prestataire		
- Création d'un dialogue sur le prix entre l'utilisateur et le prestataire		
- Évolution des achats par les utilisateurs de produits plus éthiques		
- Évolution des achats par les utilisateurs de produits plus sains		
- Évolution des achats par les utilisateurs de produits moins polluants		
- Diminution effective de la consommation des utilisateurs		
- Participation des adhérents aux organes décisionnels du projet		
- Implication hors-projet des adhérents		
- Nombre de systèmes économiques alternatifs au sein du réseau		
- Nombre d'adhérents actifs dans des systèmes économiques alternatifs existants		
- Création de systèmes économiques alternatifs avec des adhérents		

- Évolution des échanges sociaux entre adhérents		
- Évolution des échanges sociaux des adhérents avec les membres de leur communauté géographique		
- Évolution du temps consacré aux relations		
- Pourcentage des échanges faits entre particuliers		
- Développement interne d'un réseau d'échange informel		
- Nombre d'adhérents actifs dans la sphère militante liées aux problématiques financières		
- Taux de lecture des outils de communication (site, newsletter, tracts...)		

Remarques :

10. En général, que penses-tu de l'idée d'essayer de calculer la "performance sociale" d'un projet de monnaie complémentaires? Est-il utile pour toi de faire cette démarche de retour sur le travail accomplis pour vérifier l'utilité effective d'un projet comme ceux des monnaies complémentaires (question ouverte) :

11. Es-tu d'accord que j'utilise ces données particulières (pas seulement la moyenne des quelques porteurs de projets ayant répondu) pour alimenter mon travail? Et même, les phrases (reprise dans leur contexte bien sur) pour alimenter mon propos? *Oui-non*

3. Réponses objectivées au questionnaire sur les objectifs et les indicateurs

(sans les réponse aux questions ouvertes)

		Dispositifs										
Nom	Objectif principal	Social	Economique	Crédit	Limit achats	Charte firs	Participation	Transparence	Inclusion SEA	Charte utilisat	Compta temps	Mess militant
Minuto												
Implantation	Isé échanges	Dyn échanges	Nvx modes	Relocalis	Modif comport	Eco informel	Sensibiliser	Inclus sociale	Lien social	Appropter territ	Souv pol	
Braine le comte												
Citoyenne	oui	oui	oui	oui	non	oui	non	oui	oui	oui	non	Ach sains
Oui	3	3	2	4	3	2	3	3	1	1	3	Ach éthiques
Dim. Comso	Participation	Implication	Nb SEA	Memb SEA	Créa SEA	Social int	Social ext	Tmp social	Ech inform	Rés inform	Nb milit	Ach écolo
Perspective	non	oui	non	/	/	/	/	oui	non	non	non	Lect comm
DS	4	1	3	/	/	/	1	1	2	3	3	non
		Dispositifs										
Robin	Social	Economique	Zone	Fonte	Personnalisi	Disp social	Participation	Transparence	Inclusion SEA	Mess milit	Mess pol	
Implantation	Sensibiliser	Réduc pauvreté	Plein emploï	Arme poach	Reduc emp eco	lien social	Objectifs	Reduc crim	Relocaliser	Comm de prox	Souv pol	Filiere bio
Braine le comte												
Citoyenne	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Echanges	Circulation	Reconversion	Confiance	Dial s/prix	Ach éthiques
Oui	1	2	2	2	3	1	3	1	2	4	2	2
Dim. Comso	Participation	Implication	Nb SEA	Memb SEA	Créa SEA	Social int	Social ext	Tmp social	Ech inform	Rés inform	Nb milit	Lect comm
Perspective	non	oui	oui	/	/	/	oui	oui	non	non	non	non
DS	5	3	5	/	/	/	1	1	2	3	3	1
		Dispositifs										
Valereux	Social	Ecologique	Zone	Crédit	Limit firs	Charte prest	Participation	Transparence	Inclusion SEA	Echanges inter		
Implantation	Relocaliser	Lien social	Inclu sociale	Dynamiser	Nvx modes	Modif achat	Objectifs	Transfér ach	Eco inform	Souv pol	Approp territ	Sensibiliser
Liège												
Citoyenne	oui	oui	oui	oui	non	non	Echanges	Circulation	Reconversion	Confiance	Dial s/prix	Ach éthiques
Oui	3	2	2	4	2	3	3	3	1	2	2	2
Dim. Comso	Participation	Implication	Nb SEA	Memb SEA	Créa SEA	Social int	Social ext	Tmp social	Ech inform	Rés inform	Nb milit	Lect comm
Perspective	non	oui	oui	/	/	3	2	2	oui	oui	non	non
VeT	1	1	3	2	3	2	2	1	1	1	5	5
		Dispositifs										
Epi lorrain	Economique	Politique	Zone	Credit	Limit firs	Charte prest	Participation	Transparence	Inclu SEA	Ech inform	Mess militant	
Implantation	Dynamiser	Sensibiliser	Nvx modes	Modif achat	Lien social	Relocaliser	Objectifs	Approp territ	Transfér échange	Inclu sociale	Eco inform	Souv pol
Max-devant-V												
Citoyenne	oui	oui	oui	oui	non	non	Substitution	Echanges	Circulation	Reconversion	Confiance	Dial s/prix
Oui	2	2	3	1	1	2	non	non	non	non	non	Ach sains
Dim. Comso	Participation	Implication	Nb SEA	Memb SEA	Créa SEA	Social int	Social ext	Tmp social	Ech inform	Rés inform	Nb milit	Ach éthiques
Perspective	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non	Ach écolo
Militante	1	1	3	/	/	/	/	/	/	/	/	non
		Dispositifs										
Epi lorrain	Sociaux	Economique	Zone	Credit	Limit firs	Charte prest	Participation	Transparence	Inclu SEA	Ech inform	Mess militant	
Implantation	Modif achats	Relocaliser	Dynamiser	Sensibiliser	Nvx modes	Transfér échange	Indicateurs	Indicateurs	Indicateurs	Indicateurs	Indicateurs	
Max-devant-V												
Citoyenne	oui	oui	oui	oui	non	non	Substitution	Echanges	Circulation	Reconversion	Confiance	Dial s/prix
Oui	1	1	1	1	1	2	non	non	non	non	non	non
Dim. Comso	Participation	Implication	Nb SEA	Memb SEA	Créa SEA	Social int	Social ext	Tmp social	Ech inform	Rés inform	Nb milit	Lect comm
Perspective	non	oui	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non
DS	3	4	3	3	3	3	/	/	/	/	3	2